

Étude des crédits 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
1	Indiquer la somme dépensée en 2021-2022 (et prévisions pour 2022-2023) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ ¹).
2a	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)
2b	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : - Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés
2c	État de situation détaillé au sujet des programmes suivants : c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).
3	Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
4	Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
5	Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
6	Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. la liste des programmes d'études et de formation; d. le bilan et les résultats; e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; f. les sommes allouées (totales et ventilées par région); g. les montants prévus pour 2022-2023

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
7	Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023
8	Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
9	Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entrevues ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
10	Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
11	Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2021-2022 et pour les trois années précédentes : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
12	Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
13	Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023; g. la liste de tous les services offerts.
14	Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
15	Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023; g. les types de projets financés, montants financés par projet, par région.
17	Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années: a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région; b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).
18	Concernant les programmes « Subvention salariale pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les sommes prévues pour 2022-2023.
19	Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
20	Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les montants prévus pour 2022-2023.
21	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2022-2023.
22	Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2022-2023.
23	Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des quatre volets pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2022-2023.
24	Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années : a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région; b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme; c. le bilan et les résultats; d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun; e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région); f. les prévisions pour 2022-2023 (sommes totales et ventilées par région).
25	Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée; d. montants prévus pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d’opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
26	<p>Concernant le « Soutien régionalisé à l’adéquation formation-emploi », pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l’ensemble du Québec et pour chacune des régions;b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;c. montants prévus pour 2022-2023.
27	<p>Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l’ensemble du Québec et pour chacune des régions;b. politique et critères d’attribution des subventions;c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;f. montants prévus pour 2022-2023.
28	<p>Emploi-Québec :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Cibles et résultats des interventions d’Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2022-2023. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023;c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l’année 2021-2022 et pour les quatre années précédentes;d. État des listes d’attente pour participer aux mesures d’Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.
29	<p>Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :</p> <ul style="list-style-type: none">a) Aux services directs donnés par le personnel d’EQ;<ul style="list-style-type: none">i. Par région;ii. Par CLE;b) À l’administration;<ul style="list-style-type: none">iii. Administration des mesures d’aide à l’emploi, des mesures d’aide financière et de la prestation de services directs;iv. Total des dépenses d’administration pour EQ;c) Aux mesures d’emploi;<ul style="list-style-type: none">v. Soutien au revenu;<ul style="list-style-type: none">• Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d’aide sociale;• Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;vi. Ententes de services;<ul style="list-style-type: none">• Par catégorie d’entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
30	Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables : a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi; b) Aux mesures de formation; i. Francisation; ii. Alphabétisation; iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique; iv. Formation générale au secondaire; v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés; vi. Formation professionnelle au secondaire; vii. Formation technique au collégial; c) Aux subventions salariales aux entreprises; d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées; e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.
31	Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.
32	Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe.
33	Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années : o Pour le Programme d'aide sociale; o Pour le Programme de solidarité sociale.
34	Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.
35	Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.
36	Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
37	Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.
38	Nombre d'ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.
39	Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.
40	Concernant les centres d'appels : a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années ; b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années ; c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années ; d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP: i. Nombre d'appels reçus ; ii. Taux de non-réponse.
41	Taux d'absentéisme du personnel.
42	Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.
46	Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.
47	Pour l'année 2021-2022 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
48	Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Préciser : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates de rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.
49	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
50	Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.
51	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.
52	Bilan des investissements 2021-2022, par orientation et initiative, de <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> . Prévision pour 2022-2023.
53	Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes : a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi; b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC; c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi; f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.
54	Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir : a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend; b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.
55	Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.
56	Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023.
57	Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.
58	Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2016 à 2022 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2022-2023.
59	Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

60	<p>État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :<ul style="list-style-type: none">i. État de santé;ii. État de grossesse;iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;iv. Critère de 55 ans;v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées en 2019 à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments depuis 2012 ; fournir les prévisions pour 2022-2023;t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes;v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générées au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2022-2023;
----	--

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
	w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023.
61	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour les cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.
62	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.
63	Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître en tant que personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, 2021-2022 et pour les cinq années précédentes.
64	Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.
66	<p>Pour les cinq dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none">a. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?b. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?c. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?d. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?e. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?f. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?g. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?h. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?i. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?j. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?k. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?l. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?m. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.n. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
67	Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.
68	Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 (et prévision pour 2022-2023) par le ministère, et ce, par mesure?
69	Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
70	Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».
79	Pour chacun des programmes, préciser : a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023; b. politique et critères d'attribution des subventions; c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.
80	Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023
81	Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.
82	Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir : a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2021; b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie; c. la description complète des objectifs de ce plan d'action; d. le bilan, les évaluations et les rapports; e. les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.
83	Fournir le bilan de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental.
84	Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives
85	État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2021-2022.
86	Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2022-2023.
87	Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1 ^{er} décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants : a. le nom et l'adresse de l'entreprise; b. la date de l'avis ou de la fermeture; c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise; d. le nombre total d'employés de l'entreprise; e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement; f. les motifs du licenciement.
88	Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2022-2023.
89	État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2022-2023.
90	Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.
91	À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.
94	Dans le cadre du Programme « Objectif emploi », fournir pour 2021-2022 (et les prévisions pour 2022-2023) : a) Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
	<p>b) Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le Programme objectif emploi.</p> <p>c) Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.</p>
95	<p>Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2022-2023) :</p> <p>a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;</p> <p>b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;</p> <p>c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;3. Modifier le calcul de la contribution parentale;4. Bonifier les primes au travail;5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;7. Accorder un boni au maintien en emploi; <p>d) Programme objectif emploi;</p> <p>e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;</p> <p>f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme; <p>g) Investir dans les logements sociaux :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Améliorer l'offre de logements sociaux;2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance; <p>h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;</p> <p>i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;</p> <p>j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;</p> <p>k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans; <p>l) Favoriser une justice plus humaine :</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d'opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
	<p>1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;</p> <p>2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;</p> <p>3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;</p> <p>m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;</p> <p>n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :</p> <p>1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;</p> <p>2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.</p>
96a	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.</p>
96b	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.</p>
96c	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.</p>
96d	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.</p>
96e	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.</p>
96f	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.</p>
96g	<p>Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :</p> <p>g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.</p>
97	<p>Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :</p> <p>a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2022;</p> <p>b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2021;</p> <p>c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2021-2022;</p> <p>d. les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;</p> <p>e. l'échéancier du ministre pour la phase 2 de la Stratégie.</p>
98	<p>Dans le cadre de la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i>, une liste des demandes d'arbitrage.</p>
Transférées par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demandes de renseignements particuliers du 3^e groupe d’opposition

Numéro 2022-2023	Renseignements particuliers 2022-2023 – Opposition officielle
20	État d’avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour les cinq dernières années, et prévisions pour l’année 2022-2023.
21	État d’avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l’année 2021-2022, et prévisions pour l’année 2022-2023.
22	Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les sujets abordés.
23	Fournir une copie de tout document (analyses, études et autres) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal.
Transférées par le SCT	
164	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.
165	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2017-2018 qui n’ont pas été reconduits en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.
166	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2020-2021 et en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.
Transférées par le ministère de la Santé et des Services sociaux	
364	Pour chacune de ces initiatives (Aires ouvertes, le déploiement des Carrefours jeunesse et le Projet Sentinelles), fournir les sommes attribuées depuis leur implantation, la liste des bénéficiaires, et l’utilisation qui a été faite des sommes allouées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2021 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

43. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

16. Concernant le programme « Supplément à la prime au travail », pour les trois dernières années :
- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
 - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
 - c. le bilan et les résultats;
 - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
 - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
 - f. les montants prévus pour 2022-2023. **(Ministère des Finances)**
44. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, ventilées par année. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Enseignement supérieur)**
45. Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours. **(Ministère de l'Éducation)**
65. Concernant le programme Prime au travail, préciser la définition des concepts « revenu d'emploi » et « lien d'emploi ». Fournir la ventilation détaillée des montants accordés par région, depuis 2014, en plus des prévisions pour 2022-2023, et ce, pour les groupes suivants :
- a. Personne vivant seule;
 - b. Couple;
 - c. Famille monoparentale;
 - d. Famille biparentale. **(Ministère des Finances)**

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

71. Copie des études, notes, rapports, portraits et analyses concernant la situation financière du Fonds d'assurance parentale ainsi que des divers scénarios visant à combler son déficit (s'il y a lieu).
72. Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec depuis 2014; fournir les prévisions pour 2022-2023.
73. Nombre de prestataires servis, d'événements et de prestations totales versées, selon les régions administratives du Québec, depuis 2014, en fonction des données disponibles.
74. Nombre de femmes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2021-2022 et au cours des trois années précédentes.
75. Nombre d'hommes, au total et ventilé par région, ayant bénéficié du congé parental en 2021-2022 et au cours des trois années précédentes.
76. Nombre de révisions effectuées au cours des trois dernières années. De ce nombre, combien ont été confirmées et renversées?
77. Sommes versées en trop au cours des trois dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Volet Emploi et Solidarité sociale

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 78. Copie des documents, notes, rapports concernant la diminution des prestations et de la durée du congé parental.
 - 92. Pour les cinq dernières années : montants versés au Fonds de développement de la main-d'œuvre, incluant les surplus reportés d'une année à l'autre.
 - 93. Pour les cinq dernières années : montants versés dans le Fonds par les employeurs; fournir les prévisions pour 2022-2023, au total et par région.
 - 99. Pour les cinq chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.
-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Indiquer la somme dépensée en 2021-2022 (et les prévisions pour 2022-2023) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou de l'ITQ¹).

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, s'élèvent à 88 638,2 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	31 221,9	11 060,6	46 355,7	88 638,2

Pour la période du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	ITQ ¹	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	5 775,8	4 404,1	70,5	10 250,4

¹ Comprend les dépenses d'Infrastructures technologiques Québec (ITQ), du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) et du Fonds des infrastructures et des services numériques gouvernementaux (FISNG).

SOURCE : DGRFC-SCRFI
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02a

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :
a) Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)

Exposé et statistiques :

La mesure Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) a pris fin en mars 2020.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-02b

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :

- Mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés

Exposé et statistiques :

- Le volet Aménagement et réduction du temps de travail (ARTT) de la mesure Concertation pour l'emploi, qui s'adresse aux entreprises, prévoit une modalité « retraite anticipée » qui peut être utilisée en combinaison avec d'autres modalités de réduction du temps de travail (retraite progressive, congé sans solde, temps partiel, etc.).
- Cette mesure permet le maintien en emploi de travailleurs moins expérimentés en remplacement de travailleurs qui choisissent de prendre une retraite anticipée.
- Pour l'année 2021-2022, au 18 février 2022, aucune somme n'a été engagée dans le volet ARTT. Le contexte économique entourant la situation sanitaire n'a pas favorisé l'utilisation de l'ARTT.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises
COLLABORATION : SGPO-DGGAP-DAIG et SDPSQ-DRI
VALIDATION : DAIG et DPRC
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2C

Titre :

État de situation détaillé au sujet des programmes suivants :
c) Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu).

Exposé et statistiques :

En 2021-2022 (données au 18 février 2022), le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dénombré 39 223 participants actifs inscrits aux diverses formations (francisation, alphabétisation, acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique, formation générale et secondaire, métiers spécialisés ou peu spécialisés, formation professionnelle au secondaire, formation technique au collégial, etc.).

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Les dépenses comptabilisées dans le cadre de la Mesure de formation de la main-d'œuvre (volet individu) sont de 297,2 M\$ (au 18 février 2022).

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Concernant le programme « Action » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- a) Nombre de personnes ayant participé au Programme d'aide et d'accompagnement sociale (PAAS) Action, par région.**

En 2021-2022, 2 909 personnes ont participé au PAAS Action (au 18 février 2022).

- b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après y avoir participé.**

Donnée non disponible.

- c) Bilan et résultats.**

Se référer au nombre de participants mentionné précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

- d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière.**

Voir annexe.

- e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible).**

En 2021-2022, les dépenses s'élevaient à 7,1 M\$ (au 28 février 2022).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE : 21 mars 2022

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
Nom de l'organisme	
"CAFÉ COMMUNAUTAIRE L'ENTRE-GENS" DE SAINTE-ADÈLE, COMTÉ ROUSSEAU	2 700
"LA SOURCE" ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU HAUT SAINT-AURICE INC.	600
(LE) PAVOIS - PROGRAMME D'ACTIVITÉS VALORISANTES OFFRANT INTÉRACTION ET SOUTIEN	33 000
ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTRÉAL	17 400
ACCUEIL BONNEAU INC.	12 000
ACCÈS CONDITIONS VIE LAC-SAINT-JEAN-EST	5 850
ACCÈS-TRAVAIL-FEMMES INC.	11 250
ACTION CENTRE-VILLE (MONTRÉAL) INC.	2 850
ACTION SECOURS, VIE D'ESPOIR	1 650
ACTION-RÉINSERTION	14 100
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES, DÉFAVORISÉES OU HANDICAPÉES DE LAVAL	37 650
ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	1 884
ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE L'AUTRE VERSANT INC.	20 400
AMALGAME MONTRÉAL INC.	25 200
AMIE DU QUARTIER	2 400
ANCRE ET AILES DU HAUT ST-LAURENT	4 200
APEVAH des Chenaux	1 350
ASSOCIATION BÉNÉVOLE AMITIÉ INC.	12 900
ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC.	1 800
ASSOCIATION D'ENTRAIDE POUR LA SANTÉ MENTALE «LA PASSERELLE»	4 200
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DES C.H.S.L.D.-C.L.S.C. STE-ROSE DE LAVAL	3 600
ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DU PAVILLON STE-DOROTHÉE	1 350
ASSOCIATION DES LOISIRS POUR PERSONNES HANDICAPÉES PSYCHIQUES DE LAVAL ALPHPL	3 000
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE BRANDON	4 050
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES, DU SECTEUR BERTHIER	1 350
ASSOCIATION ENTRE TES MAINS	1 500
ASSOCIATION HANDAMI POUR PERSONNES HANDICAPÉES ET LEUR FAMILLE	3 300
ASSOCIATION KAMOURASKOISE EN SANTÉ MENTALE LA TRAVERSÉE	1 950
ASSOCIATION PLACE AU SOLEIL	600
ASSOCIATION POUR L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE DE L'OUTAOUAIS	28 500
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE L'ÉPILEPSIE	7 500
ASSOCIATION VIVRE ET VIEILLIR CHEZ SOI DU BAS RICHELIEU INC.	1 350
ATELIER DE FORMATION SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PETITE NATION	4 800
ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	89 550
ATELIER DES LETTRES EN ALPHABÉTISATION DE CENTRE-SUD INC.	8 454
ATELIER SIGNES D'ESPOIR	7 650
ATELIERS LEOPOLD-DESROSIERS INC.	1 500
ATELIERS T.A.Q. INC.	2 250
AU BERCAIL DE ST-GEORGES	1 650
AU JARDIN DE LA FAMILLE DE FABREVILLE INC.	9 825
AU MOULIN DE LA SOURCE	1 950
AUX QUATRE VENTS, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES EN DIFFICULTÉ PSYCHOLOGIQUE OU PSYCHIATRIQUE	6 600
AUX SOURCES DU BASSIN DE CHAMBLY	450
AUX TROIS MÂTS	3 150
Association d'entraide des personnes handicapées physiques de Montréal (ALPHA)	3 150
Association des ami(e)s du patient	10 800
Association des mentors pairs aidants du Québec	2 400
BANQUE ALIMENTAIRE MEMPHRÉMAGOG INC.	450
C.A.D.R.E. CENTRE D'ACTION, DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE EN EMPLOYABILITÉ	73 950
C.O.F.F.R.E.T. Centre de formation et d'orientation pour favoriser les relations ethniques tradition	4 200
CAFGRAP (GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LAVAL)	5 850
CAFÉ DES DEUX PAINS DE VALLEYFIELD INC.	4 050
CAFÉ PARTAGE D'ARGENTEUIL	3 300
CAFÉ RENCONTRE DU CENTRE-VILLE (QUÉBEC) INC.	9 900
CARREFOUR D'ENTRAIDE LACHINE INC.	3 450
CARREFOUR D'INITIATIVES POPULAIRES DE RIVIÈRE-DU-LOUP	1 050
CARREFOUR DES FEMMES DE SAINT-LÉONARD	8 550

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA	4 650
CARREFOUR POPULAIRE DE ST-MICHEL INC.	17 250
CENTRE ALPHA LIRA INC.	1 050
CENTRE ALPHA-SOURD	4 950
CENTRE AUX SOURCES D'ARGENTEUIL	1 500
CENTRE BERNARD-HAMEL/CENTRE FAMILIAL	1 800
CENTRE BIENVENUE INC.	10 200
CENTRE COMMUNAUTAIRE CHRÉTIEN DE SAINT-JÉRÔME	2 850
CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.	21 300
CENTRE COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME INC.	12 600
CENTRE COMMUNAUTAIRE PARTAGE ST-FRANÇOIS	4 950
CENTRE COMMUNAUTAIRE PETIT ESPOIR	1 350
CENTRE COMMUNAUTAIRE SHAWINIGAN INC.	150
CENTRE D'ACCUEIL GOUIN-LOISIRS	1 950
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE "A C C E S"	12 150
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE D'IBERVILLE ET DE LA RÉGION	2 400
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA M.R.C. DE COATICOOK	1 800
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE SAINT-CÉSAIRE	1 500
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE LE NORDEST	750
CENTRE D'ACTIVITÉS POPULAIRES ET ÉDUCATIVES C.A.P.E.	875
CENTRE D'APPUI AUX COMMUNAUTÉS IMMIGRANTES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	25 950
CENTRE D'ENTRAIDE "CONTACT" DE WARWICK	1 200
CENTRE D'ENTRAIDE AUX RAYONS DU SOLEIL INC.	450
CENTRE D'ENTRAIDE D'ARGENTEUIL	1 800
CENTRE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DU SECTEUR BRANDON "LE CROISSANT DE LUNE"	1 350
CENTRE D'ENTRAIDE ET D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE SENNETERRE	900
CENTRE D'ENTRAIDE L'HORIZON DE RIVIÈRE-DU-LOUP	1 050
CENTRE D'ENTRAIDE PLUS DE L'ESTRIE	11 100
CENTRE D'IMPLICATION LIBRE DE LAVAL EN RÉEADAPTATION SOCIALE C.I.L.L.	24 900
CENTRE D'INTÉGRATION PHYSIQUE DE L'ENVOL INC.	1 200
CENTRE D'ORGANISATION MAURICIEN DE SERVICES ET D'EDUCATION POPULAIRE (C.O.M.S.E.P.)	49 975
CENTRE D'ÉDUCATION POPULAIRE DE L'ESTRIE	11 175
CENTRE D'ÉQUITHÉRAPIE LA REMONTÉE	1 050
CENTRE DE BÉNÉVOLAT D'ACTON VALE	2 850
CENTRE DE CROISSANCE D'ABITIBI-OUEST INC.	8 400
CENTRE DE FEMMES PARMİ ELLES	750
CENTRE DE FORMATION DE HUNTINGDON	4 550
CENTRE DE JOUR DE ST-JAMES	10 500
CENTRE DE LA FAMILLE DU GRAND ST-JÉROME	7 200
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES AMIS DES PRAIRIES	1 350
CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES PETITS LUTINS DE DRUMMONDVILLE INC.	2 700
CENTRE DE LECTURE ET D'ÉCRITURE (CLE MONTRÉAL)	4 437
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	1 050
CENTRE DE RÉADAPTATION PSYCHO-SOCIAL LE DÉCLICK	30 000
CENTRE DE SANTÉ MENTALE L'ARRIMAGE	12 150
CENTRE DE SOIR DENISE MASSÉ INC.	20 550
CENTRE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CORCOVADO INC.	1 350
CENTRE DE SUPPORT MÉDICAL ET D'ASSISTANCE SOCIALE (CESUMAS)	3 150
CENTRE DES FEMMES INTERCULTUREL CLAIRE	750
CENTRE DES MARAIS ET SES HABITANTS INC.	3 600
CENTRE INTER-SECTION	17 700
CENTRE L'ESCALE DE JONQUIÈRE INC.	21 150
CENTRE LA BARRE DU JOUR	11 700
CENTRE LE BOUSCUEIL DE ROBERVAL INC.	6 900
CENTRE LE HAVRE DE TROIS-RIVIÈRES INC.	3 150
CENTRE LOCAL D'INITIATIVES COMMUNAUTAIRES DU NORD-EST DE MONTREAL	2 850
CENTRE POPULAIRE	2 100
CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE	6 300

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
CENTRE RÉGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES (CRSBP) DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE-NORD-DU- QUÉBEC, INC.	1 350
CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE INC.	1 350
CENTRE SIGNES D'ESPOIR	3 600
CENTRE SOUTIEN-JEUNESSE DE SAINT-LAURENT	18 000
CENTRE À LA PETITE ENFANCE PASTELLE	1 350
CIBLE FAMILLE BRANDON INC.	450
CLUB DE L'AMITIÉ DES HANDICAPÉS D'ABITIBI-OUEST INC.	1 500
CLUB DES HANDICAPÉS DE VAL D'OR INC.	4 050
COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUÉBEC	9 750
COMITÉ D'AIDE ALIMENTAIRE DES PATRIOTES	8 850
COMITÉ DES BÉNÉVOLES DE LA RÉSIDENCE ST-JOSEPH	2 250
COMPAGNONS DE MONTRÉAL	42 000
COMPLEXE SPORTIF DU HAUT PONTIAC	5 400
COMPTOIR ALIMENTAIRE DRUMMOND INC.	900
COMPTOIR ALIMENTAIRE L'ESSENTIEL DE LAVALTRIE	1 350
COMPTOIR D'ENTRAIDE LACHUTE	450
COMPTOIR FAMILIAL DE SHERBROOKE INC.	150
COMPTOIR LE GRENIER	2 400
COMPTOIR MULTISERVICE DE FALARDEAU	1 800
COMPTOIR RECYC-DONS	3 600
COMPTOIR RÉGIONAL DE BEAUCE INC.	5 250
CONCERTATION-FEMME	23 250
CONFÉRENCE ST-VINCENT DE PAUL DE MONT-LAURIER INC.	5 250
CONSEIL DE DIRECTION DE L'ARMÉE DU SALUT DU CANADA	1 200
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ D'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE ADIRONDAK	8 400
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ ETC	1 650
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE UNIVERSEAU	1 350
CORPORATION LE ZÉPHIR CHIBOUGAMAU-CHAPAIS INC.	150
CORPORATION POUR LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT E.R.S.	6 987
CORPORATION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉCUPÉRATION ET DU RECYCLAGE RÉGION 02	3 450
CROISSANCE-TRAVAIL	6 450
CUISINES COLLECTIVES DE CABANO	1 500
CUISINES COLLECTIVES DE DEGELIS	2 700
CYBER-CIBLE	300
Centre Alpha Papineau	1 875
Centre Mamik Lac-Saint-Jean	450
Centre Roland-Bertrand	19 950
Centre communautaire pour ainés Relais santé Matane	1 500
Centre d'Action Bénévole de Richmond	1 800
Centre d'Employabilité de La Baie	6 450
Centre d'action bénévole MRC L'Assomption	1 350
Centre d'écoinitiatives populaires	750
Centre d'éducation populaire du Grand Châteauguay	150
Centre de Jour de Saint-Jérôme	1 500
Centre de bénévolat et Moisson Laval	1 800
Centre de ressources pour hommes Optimum Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 300
Centre de soutien en santé mentale - Montérégie	25 200
Clé d'accès	3 500
Conférence Repentigny, L'Essentiel	2 700
Cultiver pour nourrir	300
D'UN COUVERT À L'AUTRE	42 300
DÉPÔT ALIMENTAIRE NDG	450
DÉVELOPPEMENT ST-GODARD	1 500
Dîners St-Louis	900
EBYÔN	2 275
ENTRAIDE AGAPÈ	2 250
ENTRAIDE LÉO THÉORÊT	6 300
ENTRAIDE SAINT-MICHEL	25 050

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
ENTREPRISE SOCIALE EN SANTÉ MENTALE	4 200
ESTRIE-AIDE INC.	1 050
EX AEQUO	2 700
FONDATION BAIE ST-FRANÇOIS INC.	300
FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE INC.	4 950
FONDS D'AIDE À LA RÉUSSITE DE LA JONQUIÈRE	2 700
FORMACA	2 850
FOURCHETTES DE L'ESPOIR	750
FRATERNITÉ SAINT-ALPHONSE (2009)	2 250
GARDE-MANGER DES PAYS-D'EN-HAUT/ PARTAGE AMITIÉ	1 350
GENS AU TRAVAIL	2 700
GRENIER AUX TROUVAILLES (PARTAGE SANS FAIM)	450
GROUPE (3R) PLUS INC.	2 250
GROUPE D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE DE LA REGION BERTHIER/LAVALTRIE: "L'ENVOL"	1 350
GROUPE D'ENTRAIDE L'ARRÊT-COURT, SOREL-TRACY	4 200
GROUPE D'ENTRAIDE LACHINE	10 650
GROUPE DES MONTAGNARDS DE CHERTSEY INC.	4 650
GROUPE EN ALPHABÉTISATION DE MONTMAGNY-NORD	2 450
Groupe Information Travail inc.	4 650
GÉNÉALOGIE ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 950
HABITATION FAMILIALE NORAL II INC.	2 850
HÉBERGEMENT LA CASA BERNARD-HUBERT	3 450
IMAGO THEATRE, INC.	1 350
INFORMATION ALIMENTAIRE POPULAIRE CENTRE-SUD INC.	6 000
INTER ACTION TRAVAIL INC.	11 550
JEUNESSE AU SOLEIL	1 650
JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROÎT	1 200
L'A-DROIT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 500
L'ABC des Hauts Plateaux	1 050
L'ASSOCIATION DES CHEVALIERS BÉNÉVOLES DE L'HOTEL-DIEU DE ST-HYACINTHE	2 100
L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS GASPÉSIENS	6 000
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DE CHIBOUGAMAU-CHAPAIS A.P.H.C.C.	1 800
L'ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES MATAWINIE APHM INC.	4 050
L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.	20 700
L'AVENUE-LIBRE DU BASSIN DE MASKINONGÉ INC.	4 050
L'Ardoise, groupe populaire en alphabétisation	13 475
L'Autre Fabrik inc.	2 550
L'EN-DROIT DE LAVAL	2 550
L'ENSOLEILLÉE: RESSOURCE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	3 300
L'ENTRAIDE CHEZ NOUS	6 300
L'ENTRETOISE DU TÉMISCAMINGUE INC.	300
L'ENVOLÉE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	5 700
L'ESSENTIEL DES ETCHEMINS	1 500
L'EVEIL CHARLEVOISIEN	4 050
L'Envol Programme d'aide aux jeunes mères	6 000
L'ÉCHELON DES PAYS D'EN HAUT INC.	4 500
L'ÉCRIT TÔT DE SAINT-HUBERT	14 875
L'ÉQUIPE ENTREPRISE	5 100
L'ÉVEIL, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE	5 550
LA BARATTE	300
LA BONNE ETOILE JOLIETTE INC.	2 250
LA BOUFFE DU CARREFOUR	4 500
LA CAFETERIA COMMUNAUTAIRE MULTI CAF	15 900
LA CHAUDRONNÉE DE L'ESTRIE INC.	4 950
LA CITÉ DES MOTS	1 075
LA CLÉ DE L'ALPHA	3 900
LA CLÉ DES MOTS	1 225
LA CORDÉE, RESSOURCE ALTERNATIVE EN SANTÉ MENTALE	4 350

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
LA CORPORATION DU VILLAGE MINIER DE BOURLAMAQUE (CITÉ DE L'OR)	1 350
LA CROISÉE DE LONGUEUIL INC.	6 600
LA CROISÉE DES SENTIERS	3 900
LA CROISÉE S.I.T. INC.	2 550
LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-HENRI-DE-MASCOUCHE	2 700
LA FRATERNITÉ ST-MICHEL INC.	1 350
LA GANG À RAMBROU	30 750
LA GIGOGNE INC.	2 100
LA GRANDE TABLE	3 300
LA GRIFFE D'ALPHA	4 900
LA JOUJOUTHEQUE FARFOUILLE	6 750
LA MAISON DE L'ENTRAIDE DE STE-JULIE INC.	2 400
LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	600
LA MAISON DE LA FAMILLE CONTRE VENTS ET MARÉES	7 500
LA MAISON DE LA FAMILLE DE VAL D'OR INC.	600
LA MAISON DES AMIS DU PLATEAU MONT-ROYAL INC.	17 100
LA MAISON DES MOTS DES BASSES-LAURENTIDES	11 025
LA MAISON DU PARTAGE D'YOUVILLE INC.	900
LA MAISONNETTE DES PARENTS	4 650
LA MANNE QUOTIDIENNE	3 150
LA MARÉE DES MOTS	525
LA MOSAÏQUE, CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE ET COMMUNAUTAIRE	4 350
LA PASSERELLE, GROUPE D'AIDE ET D'ENTRAIDE POUR PERSONNNES VIVANT AVEC UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	750
LA PETITE BOUTIQUE (D'AMOS)	300
LA PETITE FERME DE L'AUBERGE	3 000
LA POPOTE ROULANTE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	3 900
LA RENCONTRE CHÂTEAUGUOISE	450
LA RENCONTRE, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES ATTEINTES DE MALADIE MENTALE	1 350
LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE, INC.	5 550
LA SOUPIÈRE JOLIETTE-LANAUDIÈRE	7 800
LA TABLÉE DES NÔTRES DE GRAND-MÈRE INC.	1 050
LE BON CITOYEN	3 000
LE CAMPAGNOL DES JARDINS DE NAPIERVILLE CENTRE DE JOUR	900
LE CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU INC.	5 100
LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLÈLE DE MONTRÉAL C.A.P.	45 000
LE CENTRE DE BÉNÉVOLAT DE ST-HYACINTHE INC.	3 750
LE CENTRE DE JOUR LES INTRÉPIDES	2 700
LE CENTRE LA MÉSANGE	450
LE CENTRE LOUISE-AMÉLIE, INC.	4 500
LE CENTRE REGAIN DE VIE INC.	1 500
LE CENTRE RESIDENTIEL ET COMMUNAUTAIRE JACQUES CARTIER	600
LE COIN ALPHA	1 500
LE COIN DU PARTAGE BEAUHARNOIS INC.	1 050
LE COMITÉ D'ÉDUCATION AUX ADULTES DE LA PETITE BOURGOGNE ET DE ST-HENRI	11 550
LE COMPTOIR FAMILIAL DE THETFORD MINES INC.	1 950
LE GARDE-MANGER POUR TOUS	900
LE GRAIN D'SEL DE LA VALLÉE DU RICHELIEU	3 300
LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'TINÉRAIRE	13 650
LE GROUPE D'ENTRAIDE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	4 500
LE LIEN MAISON DE LA FAMILLE	300
LE MOUVEMENT DES PERSONNES D'ABORD DE JOLIETTE	900
LE MURMURE, GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES AYANT OU AYANT EU UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE	1 050
LE PATRO DE LÉVIS INC.	1 350
LE PATRO ROC-AMADOUR (1978) INC.	2 550
LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR	300
LE PLAISIR DES MOTS	3 872
LE PLATEAU DE TRAVAIL DE LA TABLÉE POPULAIRE	1 800
LE PONT DE ROUYN-NORANDA INC.	2 250

RP-03 ANNEXE

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
LE RAPPEL GROUPE D'ENTRAIDE DE PERSONNES ATTEINTES D'UNE MALADIE MENTALE	17 550
LE RELAIS POPULAIRE INC.	3 750
LE RIVAGE DU VAL ST-FRANÇOIS	4 050
LE TOUR DE LIRE	22 350
LE TOURNESOL DE LA RIVE-NORD INC.	3 900
LE TRAIT D'UNION, GROUPE D'ENTRAIDE POUR PERSONNES AYANT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE	7 500
LE TRAVERSIER, CENTRE DE JOUR ET D'ENTRAIDE EN SANTÉ MENTALE	3 300
LE ZÈBRE ROUGE	7 650
LES ACCORDAILLES	600
LES AMIS DE LAMATER	4 800
LES ATELIERS QUATRE SAISONS INC.	5 100
LES ATELIERS TRANSITION INC.	13 800
LES BOUTS DE PAPIER DE LA HAUTE-GASPÉSIE	6 650
LES HABITATIONS DES TISSERANDES	300
LES NOUVEAUX SENTIERS DE LA MRC DE L'ISLET	5 100
LES OEUVRES DE ST-JACQUES	1 050
LES PAPIERS CODERR	10 800
LES PAPIERS SOLIDERR INC.	28 500
LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	17 550
LUDOLETTRE	8 865
La Fabrique de la paroisse de Saint-Frère-André	900
La Piaule Centre-du-Québec inc.	9 180
La Porte ouverte Montréal	150
La Triade HCT	17 400
La libellule, pour les personnes vivant avec une déficience intellectuelle et le spectre de l'autism	6 600
Le Centre Éducatif et de Loisirs en Déficience Intellectuelle. (Le Centre ÉLODI)	18 000
Le Phénix, ECJ, Centre Mauricie/Mékinac	2 100
Libre Espace Côte-de-Beaupré Inc.	1 500
MAIN-FORTE MONTRÉAL	18 450
MAISON DE L'AMITIÉ DE MONTRÉAL	4 650
MAISON DE LAUBERIVIÈRE, AIDE AUX ADULTES EN DIFFICULTÉ	1 650
MAISON DE QUARTIER VIMONT	1 500
MAISON DU PÈRE	8 400
MAISON L'ÉCHELON INC.	4 500
MAISON LE PUIITS INC.	1 350
MAISON LES ETAPES INC.	24 300
MAISON PLEIN COEUR	1 800
MAISON POPULAIRE D'ARGENTEUIL	4 200
MAISON POPULAIRE DE JOLIETTE	600
MAISON RE-NE INC.	3 150
MAISON ST-ANDRÉ ABITIBI-OUEST	7 650
MANNE DU JOUR	2 100
MISSION BON ACCUEIL	6 750
MOISSON BEAUCE INC.	750
MOISSON D'ALMA	3 150
MOISSON LAURENTIDES	3 000
MOISSON MAURICIE / CENTRE-DU-QUÉBEC	8 100
MOISSON MONTRÉAL INC.	6 300
MOISSON QUÉBEC INC.	6 600
MOISSON SUD-OUEST	4 050
MON RESTO SAINT-MICHEL	4 950
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE LAVAL	3 000
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINT-EUSTACHE	13 825
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THÉRÈSE	19 950
MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE ST-JÉRÔME ET SES ENVIRONS	5 100
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE SHERBROOKE INC.	900
Maison Lyse-Beauchamp (Ressource d'hébergement communautaire)	6 900
Maison Mère-Mallet	2 100

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
Maison Saint-Columba	8 100
Maison de Campagne & d'Entraide Communautaire du Lac	1 350
Maison de l'Alphabétisation du Québec-MAQ	2 275
Maison des Familles La Cigogne du Lac Saint-Jean Est	4 050
NAISSANCE-RENAISSANCE DES HAUTES-LAURENTIDES	900
OEUVRE VIE NOUVELLE	3 750
ORGANISATION POUR LA SANTÉ MENTALE OEUVRANT À LA SENSIBILISATION ET À L'ENTRAIDE (O.S.M.O.S.E.)	1 050
ORGANISME DE RÉCUPÉRATION ANTI-PAUVRETÉ DE L'ÉRABLE	5 550
P.R.I.S.E. II (PROGRAMME EDUCATIF DE REVALORISATION INDIVIDUELLE, SOCIALE) INC.	10 500
PARTAGENCE	4 950
PARTAGEONS L'ESPOIR (QUÉBEC)	9 150
PAVILLON D'EDUCATION COMMUNAUTAIRE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	9 450
PIVOT CENTRE-DU-QUÉBEC	8 550
PLAISIR DE LIRE INC.	2 800
POPCO INC.	350
POST SCRIPT JEUNESSE	600
PRACOM INC.	23 400
PROJETS PART	19 050
PROVISION COMPASSION	1 650
PSYCOHÉSION	10 650
Pleins rayons	300
Projet L.U.N.E	5 850
RECYCLAGE VANIER	1 800
REGROUPEMENT D'ENTRAIDE SOCIALE DU TÉMISCAMINGUE	150
REGROUPEMENT D'ORGANISMES DE PROMOTION POUR PERSONNES HANDICAPÉES - RÉGION MAURICIE	150
REGROUPEMENT DES ASSISTÉES SOCIALES ET ASSISTÉS SOCIAUX DU TÉMISCOUATA	2 850
REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA RÉGION DE MATANE	1 950
RELAIS COMMUNAUTAIRE DE LAVAL	2 850
RELAIS D'ESPÉRANCE	2 100
REPIT JEUNESSE	8 400
RESEAU D'AIDE LE TREMLIN INC.	150
RESSOURCERIE TRANSITION INC.	1 650
RESSOURCES COMMUNAUTAIRES OMÉGA	2 100
RESTO POP THÉRÈSE DE BLAINVILLE	7 350
RUELLE DE L'AVENIR	1 350
RÉSEAU DE L'INTÉGRATION À L'EMPLOI DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5 100
RÉSEAU OUTAOUAIS ISP	99 000
SAINT-VINCENT-DE-PAUL CONFÉRENCE DE STE-JULIENNE	450
SEMO	2 550
SERVICE ACCÈS-EMPLOI	4 950
SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	4 500
SERVICE D'AIDE COMMUNAUTAIRE ANJOU INC.	11 400
SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNÉE	18 750
SERVICE D'ENTRAIDE BASSE-VILLE INC.	2 700
SERVICE D'ENTRAIDE FAMILIALE DE VAL D'OR INC.	1 350
SERVICE D'ENTRAIDE ST-LIN-LAURENTIDES INC.	750
SERVICE D'INTERPRÈTE D'AIDE ET DE RÉFÉRENCE AUX IMMIGRANTS (SIARI)	14 100
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE (SNAC)	7 950
SIT-Mauricie (Service d'intégration au travail)	12 750
SOCIETE D'HISTOIRE DU TEMISCAMINGUE	450
SOCIÉTÉ DE FORMATION INDUSTRIELLE DE L'ESTRIE INC.	5 850
SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT DE PAUL CONSEIL PARTICULIER DE SHAWINIGAN	1 050
SOLIDARITÉ SOCIALE DE RAWDON	4 950
SOURCE D'ESPOIR TÉMIS INC.	1 500
SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	3 150
SOURIRE SANS FIN	1 050
STAGEM DIVISION ENTREPRISE D'INSERTION INC.	150
Santé mentale Québec - Bas-St-Laurent	5 400

Liste des déboursés 2021-2022 par organisme pour le PAAS Action
(Données en date du 18 février 2022)

	Déboursés (\$)
Santé mentale Québec / Haut-Richelieu	13 050
Ste-Victoire en fête	1 350
StimuleArts	2 550
TOUJOURS ENSEMBLE INC.	2 550
TRAVAIL ADAPTÉ DE LANAUDIÈRE	10 350
TRIPORT PORTNEUF	3 450
Textil'Art Laval	1 200
UN PROLONGEMENT À LA FAMILLE DE MONTRÉAL	9 000
UNITE POINT DE DEPART INC.	6 150
VIE AUTONOME ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 700
VIRAGE SANTÉ MENTALE	12 150
provisions communautaires	4 650
ÉCOLE NATIONALE D'APPRENTISSAGE PAR LA MARIONNETTE	18 900
Total	2 676 831

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-04

Titre :

Concernant le programme « Contrat d'intégration au travail (CIT) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à cette mesure, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à cette mesure;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu pour chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

Année financière	Participants actifs	Nouvelles personnes**
2021-2022*	5 133	1 009

* Données au 18 février 2022.

** Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

Données budgétaires :

Année financière	Dépenses
2021-2022*	33 403,6 k\$

* Données au 18 février 2022.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-05

Titre :

Concernant le programme « Découvrir un métier, une profession » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le programme « Découvrir un métier, une profession » n'existe plus depuis juillet 2018.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-06

Titre :

Concernant le programme « Formation de la main-d'œuvre » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. la liste des programmes d'études et de formation;
- d. le bilan et les résultats;
- e. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- f. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- g. les montants prévus pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

Les services d'emploi exercent une gestion par fonds et non par programme. La mesure de formation de la main-d'œuvre n'est pas un programme et il n'y a pas de sommes allouées à cette mesure en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction des mesures et services aux entreprises
Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-07

Titre :

Concernant le programme « Jeunes volontaires » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

Nombre de participants en 2021-2022 :

Période	Participants actifs
2021-2022 (données au 18 février 2022)	398

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Concernant le programme « Ma place au soleil » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs :

2019-2020	500 participants actifs
2020-2021	377 participants actifs
2021-2022 (données en date du 18 février 2022)	349 participants actifs

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-09

Titre :

Concernant le programme « Préparation à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entrevues ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Nombre de participants actifs :

2021 – 2022*	6 247
--------------	-------

* Données au 18 février 2022.

- Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Concernant le « Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME) » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022 (données au 18 février 2022), on dénombre 1 519 participants actifs, dont 967 nouveaux participants.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Concernant le programme « Soutien pour travailleurs âgés » pour 2021-2022 et pour les trois années précédentes :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le Programme de soutien pour les travailleurs âgés (PSTA) a cessé de s'appliquer.

- a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme par région : En 2021-2022, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme : Sans objet.
- c. Bilan et résultats : En 2021-2022, aucun travailleur n'a été aidé dans le cadre du PSTA.
- d. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière et le montant reçu par chacun : Sans objet.
- e. Sommes allouées (totales et ventilées par région) : Il n'y a pas de budget prévu pour 2021-2022.

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE :

7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-12

Titre :

Concernant le programme « Réussir » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de personnes ayant participé au PAAS Réussir, par région.

En 2021-2022, 374 personnes ont participé au PAAS Réussir (au 18 février 2022).

b) Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme.

Données non disponibles.

c) Bilan et résultats.

Se référer au nombre de participants mentionnés précédemment ainsi qu'aux sommes allouées.

d) Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière.

Non applicable.

e) Sommes allouées au PAAS Action et Réussir (ventilation non disponible).

En 2021-2022, les dépenses s'élevaient à 7,1 M\$ (au 28 février 2022).

SOURCE :

Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATIONS :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

DATE :

21mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-13

Titre :

Concernant le programme « Services d'aide à l'emploi » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023;
- g. la liste de tous les services offerts.

Exposé et statistiques :

Pour 2021-2022 (données préliminaires au 18 février 2022) : le nombre de participants actifs était de 82 405.

Exerçant une gestion par fonds, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) n'alloue pas de somme précise pour la mesure Services d'aide à l'emploi (SAE).

Types d'activités

Plusieurs activités peuvent être offertes dans le cadre de la mesure SAE par les intervenants externes, selon les besoins des personnes et les objectifs recherchés, dont :

- des sessions d'information sur le marché du travail;
- des services d'orientation professionnelle;
- des clubs de recherche d'emploi;
- des stratégies de recherche d'emploi;
- de l'évaluation psychosociale;
- des services spécialisés;
- des stages d'observation ou d'exploration dans les entreprises.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-14

Titre :

Concernant le programme « Soutien financier aux mineures enceintes » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Nombre de personnes ayant participé à ce programme en 2021-2022 :

16 (donnée au 28 février 2022).

Bilan et résultats pour 2021-2022 :

En 2021-2022, le Programme a permis de venir en aide à 16 futures mères de moins de 18 ans dont la précarité économique constituait une menace pour elle et l'enfant à venir (donnée au 28 février 2022).

Sommes allouées en 2021-2022 :

200 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale

VALIDATION :

DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-15

Titre :

Concernant le programme « Soutien au travail autonome » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les montants prévus pour 2022-2023;
- g) les types de projets financés, montants financés par projet, par région.

Exposé et statistiques

- Nombre de participants actifs en 2021-2022 (donnée au 18 février 2022) : 2 292
- Sommes allouées :
Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de somme allouée à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Non applicable.
DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-17

Titre :

Concernant le : « Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions » pour les trois dernières années:

- a. le nombre de personnes ayant reçu une aide individuelle, par région;
- b. les sommes allouées (totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

Le tableau ci-dessous présente les données pour l'année 2021-2022 au 28 février 2022.

RÉGION	2021-2022	
	Demandes	Montant versé
01 - Bas-Saint-Laurent	0	- \$
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	6	90 000 \$
03- Capitale-Nationale	2	30 000 \$
04 – Mauricie	0	- \$
05 - Estrie	0	- \$
06 - Montréal	1	15 000 \$
07 – Outaouais	1	15 000 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	- \$
09 - Côte Nord	0	- \$
10 - Nord du Québec	0	- \$
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0	- \$
12 - Chaudière-Appalaches	1	15 000 \$
13 - Laval	0	- \$
14 - Lanaudière	1	15 000 \$
15 – Laurentides	3	45 000 \$
16 - Montérégie	1	15 000 \$
17 - Centre-du-Québec	1	15 000 \$
Région administrative non précisée (hors Québec)	1	15 000 \$
Total	18	270 000 \$

SOURCE :

Direction des plaintes et des relations avec la clientèle
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
14 mars 2022

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Concernant les programmes « Subvention salariale pour employés » et « Contrat d'intégration au travail » pour les trois dernières années :

- a) le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b) le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c) le bilan et les résultats;
- d) le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e) les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f) les sommes prévues pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Nombre de participants actifs à la mesure Subvention salariale par volet pour 2021-2022* :

Volet	Nouveaux participant	Participants actifs
Insertion en emploi**	2 452	3 422
Expérience de travail	1 180	1 706

* Données au 18 février 2022.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale ».

Données budgétaires pour 2021-2022* :

Volet	Dépenses en k\$*
Insertion en emploi**	17 928,8
Expérience de travail	12 077,4

* Données préliminaires au 18 février 2022.

** Comprend les volets « insertion en emploi », « insertion en emploi pour les personnes expérimentées » et « insertion en emploi en économie sociale »

Nombre de personnes jointes par la mesure Contrat d'intégration au travail (CIT) pour 2021-2022* :

Participants actifs	Nouvelles personnes**
5 133	1 009

* Données au 18 février 2022.

** Afin de présenter le nombre réel de nouveaux participants dans la mesure CIT, on doit utiliser la notion de nouvelles personnes. Ce sont celles qui n'étaient pas en participation à la mesure CIT l'année précédente. Dans les rapports statistiques, le nombre de « nouveaux participants » est comptabilisé lorsqu'il y a inscription d'une nouvelle date de début de participation. Pour la mesure CIT, une nouvelle date de début de participation est inscrite à chaque renouvellement. Cela a pour effet de compter la même personne comme « nouveau participant » année après année et explique le nombre élevé de nouveaux participants.

Dépenses d'intervention :

2021-2022 (données préliminaires au 18 février 2022) : 33,4 M\$.

Sommes allouées :

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ces programmes en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de comptes
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Concernant le programme « Découvrir une relève » pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le programme « Découvrir une relève » n'existe plus sous sa forme initiale, et ce, depuis juillet 2018.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 18 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

- Concernant le programme « Licenciements collectifs » pour les trois dernières années :
- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
 - b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
 - c. le bilan et les résultats;
 - d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
 - e. les sommes allouées (totales et ventilées par région);
 - f. les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Selon la Loi sur les normes du travail, lorsqu'un licenciement collectif survient, l'employeur doit participer à mettre en place un comité d'aide au reclassement (CAR) lorsque le nombre de salariés licenciés atteint 50 ou plus dans un même établissement ou prendre d'autres moyens équivalents afin de faciliter leur réintégration en emploi. Le Ministère offre un soutien à l'entreprise pour les coûts de fonctionnement du comité d'aide au reclassement et la réalisation de ses activités.
- Lors de licenciements collectifs de moins de 50 travailleurs, les travailleurs licenciés peuvent être soutenus par un comité de reclassement à entrées continues (CREC). Un prestataire de services financé par le Ministère offre ainsi des services de reclassement dans une région donnée, sur un mode continu. Dans certains cas, les salariés peuvent aussi être référés vers les organismes spécialisés en employabilité.
- Services Québec intervient donc en collaboration avec l'employeur dans le cadre des mesures suivantes :
 - Comité d'aide au reclassement;
 - Comité d'aide au reclassement à entrées continues.

Comité d'aide au reclassement (régulier)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES D'ENTREPRISES
2021-2022*	35

Comité d'aide au reclassement (entrée continue)	
ANNÉE	PARTICIPATIONS ACTIVES ¹
2021-2022*	15

* Données au 18 février 2022

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises (DMSE)

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 11 mars 2022

¹ Dans le cas du CREC, le nombre de participations actives ne correspond pas au nombre d'entreprises ayant bénéficié des services, mais bien au nombre de CREC actifs. Chaque CREC peut soutenir au cours d'une même année plusieurs dizaines d'entreprises ayant effectué des licenciements collectifs. Conséquemment, le nombre d'entreprises ayant bénéficié des services du CREC est beaucoup plus élevé, mais n'est pas chiffrable, car cela exigerait une comptabilisation manuelle pour chacune des directions régionales de Services Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Action communautaire et action bénévole » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 28 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Concernant le « Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires – Volet Initiatives sociales » :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 28 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales et en action bénévole », pour chacun des quatre volets pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 28 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-24

Titre :

Concernant le programme « Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) », pour les trois dernières années :

- a. le nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- b. le nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- c. le bilan et les résultats;
- d. le nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun;
- e. identifier les sommes allouées (totales et ventilées par région);
- f. les prévisions pour 2022-2023 (sommes totales et ventilées par région).

Exposé et statistiques :

a. Nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région

En 2021-2022, 3 946 personnes ont été inscrites au programme d'apprentissage en milieu de travail

Régions	2021-2022 ¹
Bas-St- Laurent	133
Saguenay-Lac-St-Jean	279
Capitale-Nationale	336
Mauricie	150
Estrie	327
Montréal	450
Outaouais	144
Abitibi-Témiscamingue	125
Côte-Nord	10
Nord-du-Québec	15
Gaspésie-Les-Îles	82
Chaudière-Appalaches	346
Laval	171
Lanaudière	208
Laurentides	233
Montréal	628
Centre-du-Québec	298
Inconnue	11
Ensemble du Québec	3946

¹Données au 18 février 2022

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

b. Nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme

Le PAMT est un processus de qualification volontaire en entreprise qui s'adresse aux personnes qui sont déjà en emploi.

Bilan et les résultats

En 2021-2022 (données en date du 18 février 2022), 1 620 certificats de qualification professionnelle ont été émis à la suite d'un Programme d'apprentissage en milieu de travail.

c. Nom des entreprises ou des organismes ayant reçu une aide financière, et le montant reçu par chacun

Données non disponibles.

d. Identification des sommes allouées (totales et ventilées par région)

Afin d'aider les entreprises à assumer les coûts reliés à la formation de leur main-d'œuvre, des programmes ou crédits d'impôt sont disponibles pour les entreprises participant au PAMT, selon leur situation. Parmi les mesures utilisées notons le Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail (Revenu Québec) et la subvention salariale bonifiée combinée au PAMT.

Ainsi, les dépenses du ministère visant à offrir une Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT se sont établies en 2021-2022 à 681 800\$.

Crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail

Les dépenses fiscales totales en lien avec le crédit d'impôt remboursable pour stage en milieu de travail, incluant celles liées au PAMT, basées sur l'édition 2020 des dépenses fiscales du ministère des Finances du Québec, sont les suivantes :

2021 (projection) : 70,1 M\$

Ces sommes couvrent cependant tous les types de stages y compris ceux des institutions scolaires. La ventilation par région n'est pas disponible.

e. Prévisions pour 2022-2023 des sommes prévues (totales et ventilées par région).

Données non disponibles.

SOURCE : Direction du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction de la planification et de la reddition de compte
Direction générale des Services à la clientèle de l'ouest

VALIDATION :

DATE :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-25

Titre :

Concernant le « Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC) », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions, au cours des trois dernières années;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La réponse se trouve à la question RP-79.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 28 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-26

Titre :

Concernant le « Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- c. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les programmes financés par le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) sont exclus du périmètre comptable du gouvernement.

Il est à noter que le programme Soutien régionalisé à l'adéquation formation-emploi a pris fin le 30 juin 2019.

SOURCE : Direction du développement de la main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2021-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-27

Titre :

Concernant les « Subventions aux entreprises adaptées », pour les trois dernières années :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée;
- d. nombre de personnes ayant participé à ce programme, par région;
- e. nombre de personnes qui ont intégré le marché du travail après avoir participé à ce programme;
- f. montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Pour le Programme de subventions aux entreprises adaptées (PSEA), on dénombre 5 008 participants actifs en 2021-2022 (données au 18 février 2022).

Pour 2021-2022 (données au 18 février 2022), les dépenses liées au PSEA sont de 101,5 M\$.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus

COLLABORATIONS : Direction régionale de Services Québec du Centre-du-Québec

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-28

Titre :

Emploi-Québec :

- a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2022-2023. Chiffres nationaux ventilés par région administrative;
- b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023;
- c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l'année 2021-2022 et pour les quatre années précédentes;
- d. État des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Exposé et statistiques :

- a. Cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2021-2022 et pour les quatre années précédentes; fournir les prévisions pour 2022-2023. Chiffres nationaux ventilés par région administrative.**

Voir l'annexe 1.

Les résultats des indicateurs de proportion de retour en emploi des personnes ayant bénéficié d'une intervention des services publics d'emploi (ensemble et diverses clientèles) sont en hausse. Cette hausse est principalement due à l'accroissement du nombre de retour en emploi (numérateur) plus important par rapport au nombre de participations terminées (dénominateur) au cours de la période de référence.

Tel que prévu dans le processus de reddition de comptes, les résultats finaux pour 2021-2022 seront présentés dans le Rapport annuel de gestion du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en septembre 2022.

Aucune prévision de cibles et de résultats des interventions du MTESS (Secteur Emploi-Québec) sur le terrain n'est disponible pour 2022-2023.

- b. Détail des employés occasionnels et réguliers pour les cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.**

Les données publiées les plus récentes (Rapport annuel de gestion du MTESS pour 2020-2021, page 91) indiquent que les services de main-d'œuvre et d'emploi du MTESS ont pu compter sur un effectif de 2 047 équivalents temps complet.

Le tableau suivant présente le nombre d'employés en lien d'emploi au MTESS (Secteur Emploi-Québec) :

Regroupement	2021-2022 (données au 23 février 2022)		
	Rég.	Occ.	Total
MTESS – Secteur Emploi-Québec	172	18	190

Source : Données extraites du SAGIP à la paie 24 pour l'année 2021-2022.

Aucune prévision de l'effectif pour 2022-2023 n'est disponible.

c. Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financée par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral pour l’année 2021-2022 et pour les quatre années précédentes.

Les dépenses inscrites aux états financiers du FDMT au cours des quatre dernières années sont les suivantes :

DÉPENSES AUX ÉTATS FINANCIERS ¹ (en millions de dollars)			
	Fonds du Québec	Fonds provenant du fédéral	Total*
2017-2018	273,8	806,7	1 080,5
2018-2019	229,7	875,3	1 105,0
2019-2020	291,4	897,2	1 188,6
2020-2021	148,5	1 157,4	1 305,9

* Ce montant inclut les sommes pour le volet « intervention » et le volet « administration ».

Les dépenses préliminaires pour 2021-2022 sont de l’ordre de 1 384,4 M\$*, soit 324,7 M\$ en fonds du Québec et 1 059,7 M\$ en fonds du fédéral.

d. État des listes d’attente pour participer aux mesures d’Emploi-Québec, par mois, depuis avril 2010.

Les services en matière de main-d’œuvre et d’emploi n’administrent pas de liste d’attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ces services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

SOURCE : Direction de la planification et de la reddition de comptes
COLLABORATION : Direction générale des ressources humaines
Direction de l’expertise budgétaire et financière
DATE : 21 mars 2022

¹ Il s’agit d’une gestion par fonds et non par programme.
3RP28_03-21_BSM.doc

Cibles et résultats 2021-2022, ensemble du Québec

Indicateurs	2021-2022	
	Cibles	Résultats préliminaires (données au 18 février 2022)
• Nombre de personnes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	110 000	75 273
• Proportion des personnes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation (ensemble de la clientèle)	53,5 %	60,0 %
• Nombre de participants de l’ assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation ²	50 600	30 964
• Proportion des participants de l’ assurance-emploi ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	59,0 %	65,0 %
• Nombre de clients des programmes d’ assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	23 000	13 534
• Proportion des clients des programmes d’ assistance sociale ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	41,0 %	44,4 %
• Nombre de personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance après avoir terminé leur participation	18 000	12 741
• Proportion des personnes immigrantes ayant occupé un emploi à brève échéance parmi les personnes ayant terminé leur participation	51,5 %	57,9 %
• Nombre de nouveaux participants aux stratégies du Cadre de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre (CDRCMO)	3 971 ³	3 946 ⁴
• Nombre d’ entreprises nouvellement aidées	13 800	12 466

² Indicateur ciblé dans le cadre de l’Entente sur le développement du marché du travail convenue entre le gouvernement fédéral et le Québec. Les dénombrements de retour en emploi pour cet indicateur sont effectués par le gouvernement fédéral.

³ Participants du Programme d’apprentissage en milieu de travail (PAMT) seulement.

⁴ Participants du PAMT seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Titre :

Les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux services directs donnés par le personnel d'EQ;
 - i. Par région;
 - ii. Par CLE;
- b) À l'administration;
 - iii. Administration des mesures d'aide à l'emploi, des mesures d'aide financière et de la prestation de services directs;
 - iv. Total des dépenses d'administration pour EQ;
- c) Aux mesures d'emploi;
 - v. Soutien au revenu;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme d'aide sociale;
 - Allocations de participation pour les bénéficiaires du programme de solidarité sociale;
 - vi. Ententes de services;
 - Par catégorie d'entente.

Exposé et statistiques :

Le personnel d'EQ n'offre pas de services directs à la population.

Par ailleurs, les CLE n'existent plus. Ainsi, les dépenses pour ces bureaux sont inexistantes.

L'annexe 1 présente les données des mesures d'emploi provenant du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année 2021-2022. Les allocations versées en soutien du revenu font l'objet d'un suivi pour l'ensemble de la clientèle.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Secteur des services à la gestion et ressources informationnelles
DATE : 29 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2022-02-18

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Services aux individus																		
Mesures																		
Contrat d'intégration au travail																		
Soutien de base au salaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	950,8	27 017,7	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6	950,8	27 017,7	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6
Total Contrat d'intégration au travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	950,8	27 017,7	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6	950,8	27 017,7	232,5	6 385,9	1 183,3	33 403,6
Formation de la main d'oeuvre - Individus																		
Administratif	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	218,5	8 437,7	78,3	2 689,1	296,8	11 126,7	218,5	8 437,7	78,3	2 689,1	296,8	11 126,7
Coordination formation privée	33,8	1 137,2	16,2	567,5	50,1	1 704,7	- 8,9	1 971,1	8,9	1 618,5	0,0	3 589,6	24,9	3 108,3	25,1	2 185,9	50,1	5 294,3
Coordination formation publique	31,9	1 067,5	5,5	529,4	37,4	1 596,9	4,6	2 869,7	- 4,6	1 172,0	0,0	4 041,7	36,5	3 937,2	0,9	1 701,4	37,4	5 638,6
Référé école publique	5 021,2	154 245,9	1 143,3	38 732,7	6 164,5	192 978,6	2,4	6,4	4,8	14,1	7,2	20,5	5 023,5	154 252,2	1 148,1	38 746,8	6 171,7	192 999,0
Référé école privée	387,5	4 448,1	127,7	1 403,1	515,3	5 851,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	387,5	4 448,1	127,7	1 403,1	515,3	5 851,2
Achat de formation (temps plein)	898,7	24 204,1	458,6	11 121,5	1 357,2	35 325,6	319,8	24 161,3	101,9	9 540,7	421,6	33 702,1	1 218,4	48 365,5	560,4	20 662,2	1 778,8	69 027,7
Financement MELS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indéterminé	1,2	38,7	1,0	17,4	2,2	56,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	38,7	1,0	17,4	2,2	56,1
Frais périphériques MFOR	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,1	0,0	1,5	0,0	19,6	0,0	18,1	0,0	1,5	0,0	19,6
Développement des compétences - MFOR	59,8	3 036,7	88,4	4 102,3	148,2	7 139,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	59,8	3 036,7	88,4	4 102,3	148,2	7 139,0
Total Formation de la main d'oeuvre - Individus	6 434,1	188 178,2	1 840,8	56 473,9	8 274,8	244 652,1	536,4	37 464,3	189,2	15 035,9	725,6	52 500,2	6 970,5	225 642,5	2 029,9	71 509,7	9 000,4	297 152,2
Projet de préparation à l'emploi																		
Entreprises d'insertion (achat de service)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	103,8	10 105,8	62,3	13 342,5	166,1	23 448,2	103,8	10 105,8	62,3	13 342,5	166,1	23 448,2
Entreprises d'insertion (subvention aux participants)	0,2	2,6	0,0	3,8	0,3	6,4	31,0	7 796,8	15,8	11 208,7	46,8	19 005,5	31,2	7 799,5	15,9	11 212,4	47,1	19 011,9
Jeunes volontaires	55,3	1 807,8	2,9	196,7	58,2	2 004,5	9,5	407,7	2,6	103,0	12,1	510,7	64,8	2 215,6	5,5	299,6	70,3	2 515,2
Jeunes volontaires (comité conseil)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0	0,9	0,0	0,7	0,0	0,2	0,0	0,9
Projets de préparation à l'emploi (volet général)	137,5	3 594,6	27,0	926,7	164,4	4 521,3	238,9	13 582,5	164,7	10 088,3	403,6	23 670,8	376,3	17 177,1	191,7	11 015,1	568,0	28 192,1
Frais périphériques PPE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	126,8	- 0,2	43,1	0,0	169,9	0,2	126,8	- 0,2	43,1	0,0	169,9
OQMJ - projets de groupe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	238,4	0,0	0,0	0,0	238,4	0,0	238,4	0,0	0,0	0,0	238,4
Développement des compétences - PPE	3,9	106,5	1,8	69,3	5,7	175,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,9	106,5	1,8	69,3	5,7	175,8
Total Projet de préparation à l'emploi	196,9	5 511,6	31,7	1 196,4	228,6	6 708,0	383,4	32 258,7	245,2	34 785,7	628,6	67 044,4	580,3	37 770,2	276,9	35 982,2	857,2	73 752,4
Recherche et innovation																		
Recherche et innovation	1,2	22,4	0,1	3,1	1,3	25,6	0,0	4 271,7	0,0	0,0	0,0	4 271,7	1,2	4 294,1	0,1	3,1	1,3	4 297,3
Conciliation Travail-Études	0,0	0,0	4,4	146,3	4,4	146,3	0,0	0,0	0,0	243,8	0,0	243,8	0,0	0,0	4,4	390,1	4,4	390,1
Supplément salarial de transition	1,5	11,2	0,0	0,0	1,5	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	11,2	0,0	0,0	1,5	11,2
Développement des compétences - RINN	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,4	0,0	1,4
Recherche d'emploi appuyée ressource externe-RINN	0,0	0,9	0,0	0,8	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,0	0,8	0,0	1,7
Jeunes en mouvement vers l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	353,2	22 755,9	0,0	0,0	353,2	22 755,9	353,2	22 755,9	0,0	0,0	353,2	22 755,9

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2022-02-18

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Personnes handicapées vers l’emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 599,2	0,0	1 599,2	0,0	0,0	0,0	1 599,2	0,0	1 599,2
Agents d'intégration (ROSEPH)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	984,2	0,0	594,3	0,0	1 578,5	0,0	984,2	0,0	594,3	0,0	1 578,5
Aide à l’intégration et maintien en emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	71,7	0,0	0,0	0,0	71,7	0,0	71,7	0,0	0,0	0,0	71,7
Total Recherche et innovation	2,7	34,5	4,5	151,7	7,2	186,2	353,2	28 083,5	0,0	2 437,3	353,2	30 520,8	355,9	28 118,1	4,5	2 589,0	360,4	30 707,0
Services d'aide à l'emploi																		
Services d'aide à l'emploi	4,2	178,9	7,2	274,0	11,4	452,9	534,5	148 900,2	0,0	0,0	534,5	148 900,2	538,7	149 079,0	7,2	274,0	545,9	149 353,1
Soutien intégration emploi CTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Service spécialisé jeune	9,4	336,2	19,6	806,9	29,0	1 143,1	14,8	13 576,0	0,0	0,0	14,8	13 576,0	24,2	13 912,2	19,6	806,9	43,8	14 719,1
Recherche emploi appuyée par ressource externe-SAE	16,3	379,8	13,9	702,2	30,1	1 082,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,3	379,8	13,9	702,2	30,1	1 082,0
Total Services d'aide à l'emploi	29,9	894,9	40,7	1 783,1	70,6	2 678,0	549,2	162 476,2	0,0	0,0	549,2	162 476,2	579,1	163 371,1	40,7	1 783,1	619,8	165 154,2
Subv. aux entreprises adaptées																		
Entreprises adaptées : Salaire minimum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	108,2	57 881,2	- 108,2	34 899,3	0,0	92 780,5	108,2	57 881,2	- 108,2	34 899,3	0,0	92 780,5
Entreprises adaptées : Location de main d'œuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2	6 115,8	2,2	1 287,1	0,0	7 402,9	- 2,2	6 115,8	2,2	1 287,1	0,0	7 402,9
Entreprises adaptées : Étudiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	10,2	0,0	202,0	0,0	212,3	0,0	10,2	0,0	202,0	0,0	212,3
Entreprises adaptées : Jeunes employabilité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	16,4	321,0	- 16,4	775,9	0,0	1 096,9	16,4	321,0	- 16,4	775,9	0,0	1 096,9
Total Subv. aux entreprises adaptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	122,4	64 328,2	- 122,4	37 164,3	0,0	101 492,6	122,4	64 328,2	- 122,4	37 164,3	0,0	101 492,6
Soutien au travail autonome																		
Soutien au travail autonome	414,7	13 721,2	15,7	814,6	430,4	14 535,8	30,6	2 768,0	10,4	199,4	40,9	2 967,4	445,3	16 489,2	26,0	1 014,0	471,4	17 503,2
Développement des compétences - STA	2,8	75,2	0,9	104,1	3,8	179,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	75,2	0,9	104,1	3,8	179,4
Total Soutien au travail autonome	417,6	13 796,5	16,6	918,7	434,2	14 715,2	30,6	2 768,0	10,4	199,4	40,9	2 967,4	448,2	16 564,5	27,0	1 118,1	475,1	17 682,6
Subventions salariales																		
Volet expérience de travail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	132,1	7 073,8	100,7	5 003,6	232,7	12 077,4	132,1	7 073,8	100,7	5 003,6	232,7	12 077,4
Volet insertion en emploi (autres)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	280,9	11 625,5	76,7	3 286,6	357,6	14 912,2	280,9	11 625,5	76,7	3 286,6	357,6	14 912,2
Volet insertion en emploi (Économie sociale)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,8	1 876,0	11,1	606,8	65,9	2 482,8	54,8	1 876,0	11,1	606,8	65,9	2 482,8
Prog intégration personnes immigrantes et minorités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	103,6	3 282,6	329,3	9 258,0	432,9	12 540,6	103,6	3 282,6	329,3	9 258,0	432,9	12 540,6
Participation prolongée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	6,1	0,0	0,0	0,0	6,1	0,0	6,1
IPOP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	111,4	2,0	77,6	2,0	189,0	0,0	111,4	2,0	77,6	2,0	189,0
Subvention salariale pour personnes expérimentées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	476,8	1,5	57,0	1,5	533,8	0,0	476,8	1,5	57,0	1,5	533,8
Subvention salariale bonifiée combinée au PAMT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	276,8	4,7	126,9	7,6	403,7	2,9	276,8	4,7	126,9	7,6	403,7
Développement des compétences - Subv. Sal.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Subvention salariale Premières Nations et Inuits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	172,7	0,0	59,5	0,0	232,2	0,0	172,7	0,0	59,5	0,0	232,2
Total Subventions salariales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	574,3	24 895,7	526,0	18 482,2	1 100,3	43 377,9	574,3	24 895,7	526,0	18 482,2	1 100,3	43 377,9
Boni au maintien en emploi																		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures
Semaine se terminant le : 2022-02-18
Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Boni au maintien en emploi	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0
Total Boni au maintien en emploi	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,0	325,0	4,0	375,0	10,0	700,0
Initiative ciblée travailleurs expérimentés																		
Initiative ciblée travailleurs expérimentés	19,4	502,6	7,9	154,9	27,3	657,5	3,3	3 099,2	- 3,3	655,4	0,0	3 754,7	22,7	3 601,9	4,6	810,3	27,3	4 412,1
Initiative ciblée contribution à l'entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	58,0	0,0	58,0	0,0	0,0	0,0	58,0	0,0	58,0
Développement des compétences – ICTE	0,7	5,2	0,0	5,7	0,7	10,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	5,2	0,0	5,7	0,7	10,8
Total Initiative ciblée travailleurs expérimentés	20,0	507,8	7,9	160,5	27,9	668,3	3,3	3 099,2	- 3,3	713,5	0,0	3 812,7	23,4	3 607,0	4,6	874,0	27,9	4 481,0
Microcrédit																		
Attribution d'un prêt	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0
Total Microcrédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0	8,6	354,7	- 8,6	595,3	0,0	950,0
Total Mesures	7 107,1	209 248,4	1 946,2	61 059,3	9 053,4	270 307,8	3 512,3	382 746,3	1 069,0	115 799,5	4 581,2	498 545,7	10 619,4	591 994,7	3 015,2	176 858,8	13 634,6	768 853,5
Activités et services																		
Dépenses non liées à une mesure																		
Frais d'aide sans participation à une mesure	0,0	0,0	1,7	349,5	1,7	349,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	349,5	1,7	349,5
Arrêt temporaire moins de 4 semaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arrêt temporaire-rétro au mois de la demande AFDR	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	0,6
Arrêt temporaire entre 4 et 11 semaines	0,0	0,0	0,2	17,1	0,2	17,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	17,1	0,2	17,1
Développement des habiletés sociales	0,0	0,0	70,3	2 684,8	70,3	2 684,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	70,3	2 684,8	70,3	2 684,8
Recherche d'emploi encadrée par l'agent	0,0	0,0	4,0	104,6	4,0	104,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	104,6	4,0	104,6
Total Dépenses non liées à une mesure	0,0	0,0	76,1	3 156,4	76,1	3 156,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,1	3 156,4	76,1	3 156,4
Total Activités et services	0,0	0,0	76,1	3 156,4	76,1	3 156,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76,1	3 156,4	76,1	3 156,4
Total Services aux individus	7 107,1	209 248,4	2 022,4	64 215,8	9 129,5	273 464,2	3 512,3	382 746,3	1 069,0	115 799,5	4 581,2	498 545,7	10 619,4	591 994,7	3 091,3	180 015,3	13 710,7	772 010,0
Services aux entreprises et organismes																		
Mesures																		
CPE: Intervention en entreprise																		
Comité de concertation en entreprise (CAMO)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,2	0,0	0,0	0,0	48,2	0,0	48,2	0,0	0,0	0,0	48,2
Comité d'aide au reclassement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	410,2	0,0	0,0	0,0	410,2	0,0	410,2	0,0	0,0	0,0	410,2
Comité d'aide au reclassement à entrées continues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,6	238,3	0,0	0,0	2,6	238,3	2,6	238,3	0,0	0,0	2,6	238,3
Stabilisation - Prolongation de l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,2	62,0	0,0	0,0	6,2	62,0	6,2	62,0	0,0	0,0	6,2	62,0
SGRH: Diagnostic	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	54,9	1 492,5	0,0	0,0	54,9	1 492,5	54,9	1 492,5	0,0	0,0	54,9	1 492,5
SGRH: Diagnostic - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	362,9	0,0	0,0	0,0	362,9	0,0	362,9	0,0	0,0	0,0	362,9
SGRH: Coaching de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,9	923,9	0,0	0,0	4,9	923,9	4,9	923,9	0,0	0,0	4,9	923,9
SGRH: Aide à la mise sur pied d'un service de RH	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	176,4	4 433,6	0,0	0,0	176,4	4 433,6	176,4	4 433,6	0,0	0,0	176,4	4 433,6
SGRH: Autres mandats de consultation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	449,7	8 974,6	0,0	0,0	449,7	8 974,6	449,7	8 974,6	0,0	0,0	449,7	8 974,6

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Rapport 5 - Évolution hebdomadaire et cumulative des déboursés du FDMT par mesures

Semaine se terminant le : 2022-02-18

Ensemble des régions

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
SGRH: Autres mandats de consultation - productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,9	599,5	0,0	0,0	15,9	599,5	15,9	599,5	0,0	0,0	15,9	599,5
SGRH: Autre mandat de consultation - travailleurs expérimentés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	26,4	0,0	0,0	0,0	26,4	0,0	26,4	0,0	0,0	0,0	26,4
Coaching-développement des habiletés de gestion	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	154,9	2 856,4	0,0	0,0	154,9	2 856,4	154,9	2 856,4	0,0	0,0	154,9	2 856,4
Coaching-développement des habiletés de gestion-productivité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	249,9	0,0	0,0	0,7	249,9	0,7	249,9	0,0	0,0	0,7	249,9
Recrutement - Mobilité de la main-d'oeuvre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,9	36,3	0,0	0,0	2,9	36,3	2,9	36,3	0,0	0,0	2,9	36,3
Recrutement - Mobilité internationale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,5	371,2	0,0	0,0	11,5	371,2	11,5	371,2	0,0	0,0	11,5	371,2
Recrutement - Mobilité interprovinciale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Total CPE: Intervention en entreprise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	880,6	21 087,9	0,0	0,0	880,6	21 087,9	880,6	21 087,9	0,0	0,0	880,6	21 087,9
CPE: Intervention en partenariat																		
Soutien à l'exécution de mesures actives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	78,1	1 769,2	0,0	0,0	78,1	1 769,2	78,1	1 769,2	0,0	0,0	78,1	1 769,2
Table ad hoc de concertation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	64,1	3 882,6	0,0	0,0	64,1	3 882,6	64,1	3 882,6	0,0	0,0	64,1	3 882,6
Autres projets de concertation pour l'emploi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	752,5	0,0	0,0	0,0	752,5	0,0	752,5	0,0	0,0	0,0	752,5
Support à l'exécution des mesures actives – subvention	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	185,7	3 072,1	0,0	0,0	185,7	3 072,1	185,7	3 072,1	0,0	0,0	185,7	3 072,1
Support à l'exécution des mesures actives – achat de services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	0,0	0,0	186,8	0,0	186,8	0,0	0,0	0,0	186,8
Total CPE: Intervention en partenariat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	327,9	9 663,2	0,0	0,0	327,9	9 663,2	327,9	9 663,2	0,0	0,0	327,9	9 663,2
CPE: Intervention sectorielle																		
Comité aviseur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	974,7	0,0	0,0	0,0	974,7	0,0	974,7	0,0	0,0	0,0	974,7
Comité sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	291,2	12 952,7	0,0	0,0	291,2	12 952,7	291,2	12 952,7	0,0	0,0	291,2	12 952,7
Total CPE: Intervention sectorielle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	291,2	13 927,4	0,0	0,0	291,2	13 927,4	291,2	13 927,4	0,0	0,0	291,2	13 927,4
Formation de la main-d'œuvre - Entreprises																		
Entreprise formation privée (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	136,4	8 800,6	0,0	0,0	136,4	8 800,6	136,4	8 800,6	0,0	0,0	136,4	8 800,6
Entreprise formation privée (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	62,2	0,0	0,0	0,0	62,2	0,0	62,2	0,0	0,0	0,0	62,2
Entreprise formation privée (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,2	1 141,5	0,0	0,0	7,2	1 141,5	7,2	1 141,5	0,0	0,0	7,2	1 141,5
Entreprise formation privée (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,9	707,0	0,0	0,0	11,9	707,0	11,9	707,0	0,0	0,0	11,9	707,0
Entreprise formation privée (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	396,9	10 049,2	0,0	0,0	396,9	10 049,2	396,9	10 049,2	0,0	0,0	396,9	10 049,2
Entreprise formation privée (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	961,7	17 219,4	0,0	0,0	961,7	17 219,4	961,7	17 219,4	0,0	0,0	961,7	17 219,4
Entreprise formation publique (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,4	1 506,4	0,0	0,0	3,4	1 506,4	3,4	1 506,4	0,0	0,0	3,4	1 506,4

Mesures	Participations						Intervenants externes						Total participations et intervenants externes					
	Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total		Compte d'assurance-emploi		Fonds du Québec		Total	
	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)	Hebdo (K\$)	Cumulatif (K\$)
Entreprise formation publique (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	0,0	0,0	114,2	0,0	114,2	0,0	0,0	0,0	114,2
Entreprise formation publique (apprent. en ligne)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	112,6	0,0	0,0	0,0	112,6	0,0	112,6	0,0	0,0	0,0	112,6
Entreprise formation publique (travailleurs qualifiés)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	87,2	0,0	0,0	0,0	87,2	0,0	87,2	0,0	0,0	0,0	87,2
Entreprise formation publique (travailleurs saisonniers)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	86,5	510,4	0,0	0,0	86,5	510,4	86,5	510,4	0,0	0,0	86,5	510,4
Entreprise formation publique (travailleurs - nouveaux équipements ou technologie)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	119,7	0,0	0,0	2,0	119,7	2,0	119,7	0,0	0,0	2,0	119,7
Entreprise formation publique (travailleurs - Maintien en emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	240,4	8 026,2	0,0	0,0	240,4	8 026,2	240,4	8 026,2	0,0	0,0	240,4	8 026,2
Achat de formation continue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	170,2	5 046,4	0,0	0,0	170,2	5 046,4	170,2	5 046,4	0,0	0,0	170,2	5 046,4
Achat de formation continue (perte d'emploi)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,7	1 864,5	0,0	0,0	11,7	1 864,5	11,7	1 864,5	0,0	0,0	11,7	1 864,5
Achat de formation continue (faiblement qualifié)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,9	0,0	0,0	0,0	14,9	0,0	14,9	0,0	0,0	0,0	14,9
Total Formation de la main-d'œuvre - Entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 028,3	55 382,6	0,0	0,0	2 028,3	55 382,6	2 028,3	55 382,6	0,0	0,0	2 028,3	55 382,6
Total Mesures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1	3 527,9	100 061,1	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1
Total Services aux entreprises et organismes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1	3 527,9	100 061,1	0,0	0,0	3 527,9	100 061,1
Divers																		
Autres																		
Autres																		
Ajustement central	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
GRAND TOTAL	7 107,1	209 248,4	2 022,4	64 215,8	9 129,5	273 464,2	7 040,2	482 807,3	1 069,0	115 799,5	8 109,1	598 606,8	14 147,3	692 055,8	3 091,3	180 015,3	17 238,6	872 071,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :

Par région et par sexe, le nombre de bénéficiaires et les dépenses des trois derniers exercices financiers attribuables :

- a) Aux mesures de préparation et d'intégration en emploi;
- b) Aux mesures de formation;
 - i. Francisation;
 - ii. Alphabétisation;
 - iii. Acquisition des préalables à la formation professionnelle ou technique;
 - iv. Formation générale au secondaire;
 - v. Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés;
 - vi. Formation professionnelle au secondaire;
 - vii. Formation technique au collégial;
- c) Aux subventions salariales aux entreprises;
- d) Aux contrats d'intégration au travail pour personnes handicapées;
- e) Au Programme de soutien à l'adaptation du milieu de travail.

Exposé et statistiques :

Les données ne sont pas disponibles par région et par sexe.

Mesures ou programmes	2021-2022	
	Dépenses*(\$)	Nombre de participations**
Projet de préparation à l'emploi	73 752 356,1	6 501
Services d'aide à l'emploi	165 154 167,4	93 581
Mesure de formation de la main-d'œuvre***	297 152 245,6	42 534
• Francisation	3 340 333,0	1 892
• Alphabétisation	1 430 129,8	530
• Acquisition de préalables à la formation professionnelle et technique	18 754 735,2	5 197
• Formation générale et secondaire	N/D	N/D
• Métiers semi-spécialisés ou peu spécialisés	4 449 566,0	1 221
• Formation professionnelle au secondaire	134 880 548,8	21 189
• Formation technique au collégial	109 299 792,2	11 421
Subventions salariales	43 377 915,9	5 366
Contrat d'intégration au travail	33 403 648,0	8 520
Programme de subventions aux entreprises adaptées	101 492 560,3	5 099

* Données au 18 février 2022.

** Données au 18 février 2022. Un même participant peut avoir plus d'une participation.

*** Toutes les dépenses en requalification et en rehaussement des compétences (notamment le Programme d'aide à la relance par l'augmentation de la formation et le Programme pour la requalification et l'accompagnement en technologie de l'information et des communications) sont incluses dans cette section du tableau.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes

COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion, Direction générale des services à la clientèle de l'Ouest

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Stratégie d'intervention renforcée : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour les trois dernières années, par région et par sexe.

Exposé et statistiques :

Depuis la mise en place du Programme objectif emploi qui vise les primo demandeurs, l'Intervention renforcée s'adresse désormais aux réitérants, soit les nouveaux demandeurs ayant déjà eu un épisode à l'assistance sociale.

Intervention renforcée - Nombre de réitérants

DIRECTION RÉGIONALE*	2021-2022		
	Avril 2021 à janvier 2022		
	Total	Femmes	Hommes
01 BAS-ST-LAURENT	57	10	47
02 SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	93	17	76
03 CAPITALE-NATIONALE	229	70	159
04 MAURICIE	139	47	92
05 ESTRIE	149	54	95
06 ÎLE-DE-MONTRÉAL	654	236	418
07 OUTAOUAIS	152	49	103
08 ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	47	20	27
09 CÔTE-NORD	28	8	20
10 NORD-DU-QUÉBEC	6	2	4
11 GASPÉSIE-ILES-DE-LA-M.	39	10	29
12 CHAUDIÈRE-APPALACHES	116	36	80
13 LAVAL	90	33	57
14 LANAUDIÈRE	131	44	87
15 LAURENTIDES	170	63	107
16 MONTÉRÉGIE	360	135	225
17 CENTRE-DU-QUÉBEC	96	33	63
RÉSEAU	2 556	867	1 689

* Selon le bureau de Services Québec de proximité.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus

VALIDATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :
Programme d'aide et d'accompagnement social Action : nombre de demandes vs nombre de bénéficiaires pour 2021-2022 et prévisions 2022-2023, par région et par sexe.

Exposé et statistiques

Le nombre de prestataires actifs au Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) Action, par région et par sexe, pour l'année 2021-2022 :

	Participants actifs au PAAS Action selon le sexe					
	2021-2022					
	(du 1 ^{er} avril 2021 au 18 février 2022)					
	Total		Femme		Homme	
	N	%	N	%	N	%
Ensemble du Québec	2 909	100,0 %	1 323	45,5 %	1 586	54,5 %
01 - Bas-Saint-Laurent	43	100,0 %	18	41,9 %	25	58,1 %
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	181	100,0 %	86	47,5 %	95	52,5 %
03 - Capitale-Nationale	226	100,0 %	95	42,0 %	131	58,0 %
04 - Mauricie	155	100,0 %	86	55,5 %	69	44,5 %
05 - Estrie	110	100,0 %	52	47,3 %	58	52,7 %
06 - Île-de-Montréal	1 059	100,0 %	479	45,2 %	580	54,8 %
07 - Outaouais	157	100,0 %	60	38,2 %	97	61,8 %
08 - Abitibi-Témiscamingue	63	100,0 %	22	34,9 %	41	65,1 %
09 - Côte-Nord	6	100,0 %	5	83,3 %	1	16,7 %
10 - Nord-du-Québec	6	100,0 %	5	83,3 %	1	16,7 %
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	36	100,0 %	23	63,9 %	13	36,1 %
12 - Chaudière-Appalaches	106	100,0 %	44	41,5 %	62	58,5 %
13 - Laval	107	100,0 %	46	43,0 %	61	57,0 %
14 - Lanaudière	104	100,0 %	48	46,2 %	56	53,8 %
15 - Laurentides	164	100,0 %	80	48,8 %	84	51,2 %
16 - Montérégie	317	100,0 %	138	43,5 %	179	56,5 %
17 - Centre-du-Québec	70	100,0 %	36	51,4 %	34	48,6 %

Source : Direction de l'analyse et de l'information de gestion.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATIONS : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des opérations de Services Québec de l'Est
Direction du soutien à l'application des normes d'assistance sociale
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

Nombre de cas de non-conformité et nombre de sorties découlant d'interventions en matière de conformité, pour les trois dernières années :

- Pour le Programme d'aide sociale;
- Pour le Programme de solidarité sociale.

Exposé et statistiques :

Le tableau suivant présente le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une réclamation et le nombre de cas de non-conformité qui ont donné lieu à une sortie de l'aide financière en 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022), et ce, pour les programmes d'aide sociale et de solidarité sociale.

	Programmes		Total
	Aide sociale	Solidarité sociale	
Réclamations	41 939	15 074	57 013
Sorties de l'aide	18 556	3 571	22 127

SOURCE : Direction du soutien à la prestation de services - DGSPS

COLLABORATION : DGGAP-DAIG

VALIDATION :

DATE : 2022-03-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :
Taux d'acceptation des demandes d'aide de dernier recours, par programme, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours pour le Programme d'assistance sociale et le Programme de solidarité sociale, pour l'année 2021-2022 :

Année financière	Taux d'acceptation des demandes d'aide financière de dernier recours	
	Programme d'aide sociale	Programme de solidarité sociale
2021-2022 ¹	61,1 %	88,8 %

¹ Données d'avril 2021 à janvier 2022.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Direction générale des services à la clientèle de l'Est
VALIDATION :
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-35

Titre : Nombre de demandes de révision administrative, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :	
Pour chaque demande de révision, le citoyen peut contester un ou plusieurs éléments (motifs) à son dossier.	
Période de référence : du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022	
	Motifs contestés en révision¹
Motifs²	Nombre total
Allocations et ajustements	205
Revenus, gains et avantages	1 781
Statut	564
Obligations du prestataire ou du ministre	566
Avoir liquide	302
Prestations spéciales	411
Versement de l’aide	7
Biens	160
Solidarité de la dette	55
Garants défaillants	17
Prestations de base	175
Contribution parentale	80
Mesures et programmes d’employabilité (réclamations seulement)	85
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	1
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	99
Mois de la demande (particularités)	227
Motifs - sans droit de contestation	75
Révision médicale	1 231
TOTAL	6 041
¹ Les données sont extraites au 31 janvier 2022.	
² Les motifs contestés en révision constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés en révision exclut les motifs contestés en matière d’assurance parentale.	

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre : Nombre de cas tranchés par le Tribunal administratif du Québec, selon le motif, pour les trois dernières années.
--

Exposé et statistiques : Pour l'année 2021-2022 (1 ^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022), 898 recours ont été déposés au Tribunal administratif du Québec (TAQ). Nombre de motifs contestés au TAQ, selon le type de motif			
MOTIFS CONTESTÉS AU TAQ ¹ 2021-2022			
Motifs ²	Nombre de motifs contestés	Nombre de motifs accueillis	Proportion motifs accueillis par le TAQ ³
Allocations et ajustements	75	3	4,0 %
Revenus, gains et avantages	886	62	7,0 %
Statut	549	52	9,5 %
Obligations du prestataire ou du ministre	91	10	11,0 %
Avoir liquide	150	20	13,3 %
Prestations spéciales	105	10	9,5 %
Versement de l'aide	1	0	0,0 %
Biens	95	14	14,7 %
Solidarité de la dette	51	3	5,9 %
Garants défaillants	17	0	0,0 %
Prestations de base	30	2	6,7 %
Contribution parentale	6	2	33,3 %
Mesures et programmes d'employabilité (réclamations seulement)	19	2	10,5 %
Mesures et programmes spécifiques (réclamations seulement)	0	0	N/A
Modalités de recouvrement (après délivrance du certificat de recouvrement)	29	1	3,4 %
Mois de la demande (particularités)	38	5	13,2 %
Motifs - sans droit de contestation	11	0	0,0 %
Pouvoir discrétionnaire (réclamation seulement)	5	3	60,0 %
Révision médicale	260	79	30,4 %
Total	2 418	268	11,1 %
¹ Les données sont extraites au 31 janvier .2022 ² Il peut y avoir plus d'un motif par décision contestée. Les motifs contestés au TAQ constituent des éléments litigieux contestés par le citoyen. Les dossiers accueillis pour hors délai sont exclus. Par ailleurs, le nombre de motifs contestés au TAQ exclut les motifs contestés en matière d'assurance parentale. ³ La proportion est présentée par motif. Elle est établie en tenant compte du nombre de motifs accueillis par rapport au nombre de motifs contestés pour ce même motif.			

SOURCE :

Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE :

14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-37

Titre :

Nombre de cas acceptés en vertu du pouvoir discrétionnaire du ministre, selon le motif, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Pour l'année 2021-2022 (au 28 février) :

**Risque de dénuement total ou risque
pour la santé ou la sécurité de la personne**

Diminution et suspension de la retenue	1 025
--	-------

Cas de violence

Remise de dette - Violence conjugale	6
--------------------------------------	---

**Circonstances exceptionnelles et
raisons humanitaires**

Suspension des intérêts	688
-------------------------	-----

Annulation des intérêts	14
-------------------------	----

Autres remises de dette totale ou partielle	44
---	----

Suspension du recouvrement	19
----------------------------	----

Propositions de règlement final

Remise partielle de la dette	98
------------------------------	----

TOTAL	1 894
--------------	--------------

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION: SSGRI

DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-38

Titre :
Nombre d’ententes signées par EQ avec des ressources externes et valeur de ces ententes, par catégorie de services et par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :								
Nouvelles ententes en 2021-2022* :								
Régions	MFOR – volet Entreprise d’entraînement		Projets de préparation à l’emploi - volets Général et Entreprise d’insertion		Services d'aide à l'emploi		Initiative ciblée pour travailleurs expérimentés	
	Nombre d’ententes	Déboursés	Nombre d’ententes	Déboursés	Nombre d’ententes	Déboursés	Nombre d’ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	3	218 936	14	749 059	144	3 332 500	4	248 336
Saguenay-Lac-St-Jean	1	191 655	5	741 842	65	4 125 819	5	184 636
Capitale-Nationale	1	286 268	13	3 125 734	79	7 803 045	.	.
Mauricie	1	168 412	12	843 260	73	3 894 895	5	383 972
Estrie	.	.	3	1 361 877	93	4 770 048	2	213 405
Montréal	1	709 147	50	16 533 415	202	28 355 223	.	.
Outaouais	1	157 425	9	1 013 105	62	4 397 792	.	.
Abitibi-Témiscamingue	.	.	7	591 647	28	2 367 652	4	238 308
Côte-Nord	.	.	2	191 461	49	1 191 090	.	.
Nord-du-Québec	.	.	1	29 365	22	268 403	.	.
Gaspésie-îles-Madeleine	.	.	1	52 197	105	3 016 303	.	.
Chaudière-Appalaches	2	344 733	5	762 506	118	4 826 187	.	.
Laval	1	251 322	8	2 218 202	33	4 279 985	2	60 636
Lanaudière	1	350 831	11	2 637 203	45	4 692 504	.	.
Laurentides	1	127 008	10	2 715 015	52	9 664 839	4	360 524
Montréal	2	700 545	24	4 351 198	211	18 535 902	12	824 250
Centre-du-Québec	1	225 672	3	755 789	80	3 385 097	4	176 645
Total	16	3 731 957	178	38 672 883	1 461	108 907 290	42	2 690 716

Régions	TOTAL	
	Nombre d’ententes	Déboursés
Bas-St-Laurent	165	4 548 832
Saguenay-Lac-St-Jean	76	5 243 953
Capitale-Nationale	93	11 215 048
Mauricie	91	5 290 541
Estrie	98	6 345 330
Montréal	253	45 597 786
Outaouais	72	5 568 323
Abitibi-Témiscamingue	39	3 197 608
Côte-Nord	51	1 382 551
Nord-du-Québec	23	297 768
Gaspésie-îles-Madeleine	106	3 068 501
Chaudière-Appalaches	125	5 933 428
Laval	44	6 810 147
Lanaudière	57	7 680 538
Laurentides	67	12 867 386
Montréal	249	24 411 896
Centre-du-Québec	88	4 543 205
Total	1 697	154 002 848

* Données au 18 février 2022.

SOURCE : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
COLLABORATION : Secteur services à la clientèle
VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :

Nombre de personnes ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, pour les trois dernières années.

Exposé et statistiques :

Le nombre de participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes, par région, en 2021-2022, est présenté dans le tableau ci-joint :

Participants actifs ayant bénéficié des services des ressources externes	
	2021-2022 (du 1 ^{er} avril 2021 au 18 février 2022*)
Ensemble du Québec	87 720
01 - Bas-Saint-Laurent	2 008
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	3 751
03 - Capitale-Nationale	6 302
04 - Mauricie	3 588
05 - Estrie	4 008
06 - Île-de-Montréal	24 423
07 - Outaouais	3 446
08 - Abitibi-Témiscamingue	1 500
09 - Côte-Nord	1 451
10 - Nord-du-Québec	245
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2 278
12 - Chaudière-Appalaches	3 659
13 - Laval	4 593
14 - Lanaudière	3 707
15 - Laurentides	6 141
16 - Montérégie	14 485
17 - Centre-du-Québec	2 540

* Ces données ont été extraites le 18 février 2022.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux

VALIDATION: Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :
Concernant les centres d'appels :
a) Liste et valeur des contrats et licences liés aux centres d'appels, pour les trois dernières années ;
b) Liste des fournisseurs externes et le total des dépenses pour chaque fournisseur, pour les trois dernières années ;
c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d'appels, pour les trois dernières années ;
d) Pour chacun des centres d'appels du MTESS et du RQAP:
i. Nombre d'appels reçus ;
ii. Taux de non-réponse.

Exposé et statistiques :

a) Liste des contrats octroyés en 2021-2022

Le Ministère n’a octroyé aucun contrat.

Montant des acquisitions et de la maintenance pour les licences reliées aux centres d’appels

Le Ministère a payé un montant de 36 225,86 \$ en 2021-2022.

b) Liste des fournisseurs externes ainsi que la valeur des dépenses

Fournisseur externe	Montant
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique	1 274 968,54 \$
Connex Québec inc.	10 125,00 \$

c) Coûts associés aux défaillances du système téléphonique/technologique des centres d’appels

Il n’y a pas de coût supplémentaire lors de la défaillance du système puisque le Ministère dispose des contrats de services qui prennent en charge ce volet.

d) Nombre d’appels reçus et taux de non-réponse au 28 février 2022

Nom du centre d’appels	Nombre d’appels reçus	Taux de non-réponse
Centres de relations avec la clientèle de Services Québec	3 496 180	30,90%
Centre administratif de la qualification professionnelle	19 235	0,00 %
Centre d’assistance au placement	35 047	2,96 %
Centre de relations avec la clientèle – Renseignements généraux, emploi et programmes d’aide financière de dernier recours	43 820	1,41 %
Centre de communication avec la clientèle	672 033	17,16 %
Centre du service à la clientèle du RQAP	306 188	0,06 %
Directeur de l’état civil	243 866	2,74 %
Service d’immatriculation des armes à feu	21 989	16,16 %

SOURCE : Direction générale des ressources technologiques, documentaires et immobilières, Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles

COLLABORATION : Secteur des opérations, Secteur des registres de l'État et Secteur du développement et partenariats de Services Québec

DATE : 2022-04-05

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :
Taux d'absentéisme du personnel.

Exposé et statistiques :

Taux d'absentéisme maladie rémunérée du personnel régulier et occasionnel plus d'un an
Absences maladie (code 120) et assurance salaire (codes 246 et 248)¹

Catégorie d'emplois	2021-2022 ¹ (6 premiers mois)
Personnel d'encadrement	3,12
Professionnel	4,48
Technicien	6,67
Personnel de bureau et ouvrier	8,64
Taux absentéisme	6,22

¹Source Média du Secrétariat du Conseil du trésor : **2021-2022** : T2 de 21-22.

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-02-22

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-42

Titre :

Fournir copie de tout document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti.

Exposé et statistiques :

Aucun document, note, rapport, mémo, état de situation, concernant le revenu minimum garanti, n'a été produit en 2021-2022.

SOURCE : Direction de la recherche (DGGAP)

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 19 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

Effectifs de chacun des centres locaux d'emploi, par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi, pour les quatre dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le projet de transformation des centres locaux d'emploi en bureaux de Services Québec s'est terminé en 2021. Toutefois, deux bureaux dont le statut est particulier sont toujours identifiés comme des centres locaux d'emploi.

Il s'agit du centre local d'emploi de Kuujjuaq et du centre local d'emploi d'Inukjuak qui sont localisés dans la région Nord-du-Québec. Ils font l'objet d'une entente avec l'Administration régionale Kativik, en vertu de la Loi sur les villages nordiques. Aucune information sur les effectifs n'est disponible puisque ceux-ci ne sont pas rémunérés par le Ministère.

SOURCE : DGRH

COLLABORATION : SSC

VALIDATION :

DATE : 2022-03-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Pour l'année 2021-2022 et les quatre années précédentes, montant dépensé visant l'intégration des immigrants et pris en compte par l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'Entente pour favoriser l'intégration et la francisation des personnes immigrantes entre le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) détermine les obligations et les responsabilités du MTESS contribuant à l'intégration des personnes immigrantes, conformément aux lois dont il est responsable. Elle définit les dépenses admissibles, soit celles liées au soutien financier pour tous les services d'intégration des immigrants en matière de mesures d'emploi et de formation ainsi que les frais de subsistance versés aux personnes réfugiées admissibles.

L'Entente a accordé un montant de 75 M\$ au MTESS en 2021-2022.

Les investissements en aide financière de dernier recours et par le biais des services publics d'emploi imputées à cette entente étaient de :

- 81,7 M\$ en 2017-2018;
- 70,6 M\$ en 2018-2019;
- 74,0 M\$ en 2019-2020;
- 73,9 M\$ en 2020-2021.

La prévision des dépenses est estimée à 75 M\$ pour 2021-2022 (données au 25 septembre 2020).

L'Entente 2022-2023 est en cours d'élaboration, les prévisions ne sont donc pas disponibles.

SOURCE : Secteur Emploi-Québec, Direction de la planification et de la reddition de comptes
DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste des consultations menées par le Ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023. Préciser :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

Exposé et statistiques :

Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a des contacts constants avec des représentants des communautés autochtones par l'entremise, notamment, du Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits relatif au marché du travail (CCPNIMT) rattaché à la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et des comités mixtes régionaux ou des instances y faisant office.

Ces comités mixtes régionaux, dont la composition et la présidence sont conjointes MTESS-organisations autochtones, constituent une instance de consultation et de concertation dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits. Cette stratégie a été élaborée avec la collaboration du CCPNIMT et a été lancée le 13 juin 2017.

Le CCPNIMT est composé de représentants de la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec, de l'Administration régionale Kativik (Inuits), du Gouvernement de la nation crie, de la Corporation des ressources humaines et du développement durable de la nation algonquine, du Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, de la Fédération des travailleurs du Québec-Syndicat des Métallos, de Femmes autochtones du Québec, de la Commission de la Santé et des Services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador, de la Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador, du Comité sectoriel de main-d'œuvre Économie sociale action communautaire, du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec et du Conseil du Patronat du Québec. Y siègent aussi, comme membres observateurs, des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, de Service Canada, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur et du MTESS.

Consultations auprès du CCPNIMT (coordination) :

- a) Ces consultations permettent d'élaborer un tableau de bord stratégique sur les clientèles éloignées du marché du travail.
- b) En ligne.
- c) Entre avril 2021 et février 2022.
- d) CCPNIMT (représentants et observateurs des groupes ci-dessus mentionnés).
- e) Les consultations permettent de prendre en considération l'avis du CCPNIMT concernant les besoins des Premières Nations et des Inuits en matière de services publics d'emploi.
- f) Sans objet.

Dans le cadre du renouvellement du Plan d'action 2017-2022 de la Stratégie ministérielle d'intégration professionnelle des Premières Nations et des Inuits, des travaux seront lancés au printemps 2022 par le MTESS, avec la collaboration du CCPNIMT, pour l'élaboration du Plan d'action 2023-2028.

SOURCE : Direction des politiques de l'emploi et des stratégies

COLLABORATIONS : Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle

Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

DATE : 21 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère pour 2021-2022 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

- En 2021-2022, aucune mesure n'a été mise en œuvre par le ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) pour spécifiquement prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
- Le MTESS est partenaire de la mise en œuvre de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021* (Stratégie), qui a été prolongée jusqu'en 2022 par le Conseil des ministres le 30 juin 2021.
- Dans cette Stratégie, le MTESS est responsable de l'action 50 et agit en collaboration, avec les autres ministères partenaires, à la réalisation des actions 1, 25 et 55 :
 - Action 50 : Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière. Un rapport sera publié au printemps 2022.
 - Action 1 : Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles;
 - Action 25 : Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel;
 - Action 55 : Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux.
- Le Secrétariat à la condition féminine assure la coordination de la Stratégie.
- Le 1^{er} février 2022, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise sur pied d'un comité composé d'experts chargé d'analyser les recours en matière de harcèlement sexuel et d'agressions à caractère sexuel, mettant ainsi en œuvre la recommandation 138 du rapport « Rebâtir la confiance : Rapport du comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale », déposé le 15 décembre 2020. Le rapport du comité de travail devrait être déposé en décembre 2022.
- L'ensemble des actions sont déployées au bénéfice de l'ensemble de la population du Québec, y compris les Premières Nations et les Inuits.

SOURCE : Secteur Travail
COLLABORATION : SSSAP-DPLPAC
VALIDATION:
DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :
Pour tous les programmes du Ministère, donner le détail des crédits existants en 2021-2022 qui n'ont pas été reconduits en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :

Tous les programmes existants en 2021-2022 ont été reconduits en 2022-2023 et les crédits afférents ont été alloués au Ministère, à l'exception du :

Programmes	Dépense prévue aux crédits 2021-2022 en k\$	Dépense prévue aux crédits 2022-2023 en k\$	Réductions en k\$	Commentaires
Programme Alternative jeunesse	50,0	0,0	50,0	Programme terminé
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	750,0	450,0	300,0	Diminution de la clientèle
Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire	459,0	126,0	333,0	Diminution de la clientèle
Programme d'aide et d'accompagnement social	14 000,0	13 000,0	1 000,0	Diminution de la clientèle
Fonds québécois d'initiatives sociales	31 669,3	17 027,3	14 642,0	Fin de certaines mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023
Programmes d'assistance sociale	2 987 235,0	2 802 874,8	184 360,2	Diminution de la clientèle

SOURCE : DGRFC-SEB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-17

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-51

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2022-2023.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2022-2023.

SOURCE : DGRFC-SEB

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-52

Titre :

Bilan des investissements 2021-2022, par orientation et initiative, de *La solidarité : une richesse pour le Québec*. Prévision pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

La solidarité : une richesse pour le Québec 2013-2017 n'a pas été renouvelée.

SOURCE : Direction de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-53

Titre :

Pour les cinq dernières années, indiquer les informations suivantes :

- a. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque centre local d'emploi;
- b. Nombre de jeunes entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans habitant le territoire de chaque MRC;
- c. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- d. Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- e. Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale et qui sont âgés entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi;
- f. Nombre de jeunes recevant des prestations de l'assurance-emploi et qui sont âgé entre 18 et 24 ans – 25 et 29 ans – 30 et 35 ans sur le territoire de chaque centre local d'emploi.

Exposé et statistiques :

a) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

b) Nombre de jeunes habitant le territoire de chaque MRC

Cette donnée n'est pas disponible au MTESS.

c) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

d) Nombre de jeunes recevant une prestation d'aide sociale avec une allocation pour contraintes temporaires habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

e) Nombre de jeunes recevant une allocation de solidarité sociale habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

f) Nombre de jeunes recevant une prestation de l'assurance-emploi habitant le territoire de chaque centre local d'emploi

Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au MTESS.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 18 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-54

Titre :

Concernant les carrefours jeunesse-emploi, fournir :

- a. le niveau de référence vers le carrefour jeunesse-emploi auquel le centre local d'emploi s'engagera pour assurer la performance à laquelle le ministre s'attend;
- b. le nombre de jeunes exclus des mesures offertes par les carrefours jeunesse-emploi.

Exposé et statistiques :

- a. Niveau de référence vers les carrefours jeunesse-emploi (CJE) :

Services Québec s'est engagé auprès de tous les CJE à référer des jeunes de 35 ans et moins ayant des besoins qui peuvent être répondus par des mesures actives d'emploi offertes par les CJE.

- b. Exclusion des jeunes aux mesures offertes par les CJE :

Les services financés par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont orientés vers l'insertion et le maintien en emploi et visent prioritairement, mais non exclusivement, les jeunes prestataires d'une aide financière de dernier recours et ceux admissibles à l'assurance-emploi.

SOURCE :	Direction des ressources externes, du placement et des mandats spéciaux
VALIDATION :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE :	11 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-55

Titre :

Ventiler les sommes versées par carrefour-jeunesse emploi et par région, au cours des cinq dernières années. Fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

- Les montants versés aux carrefours jeunesse-emploi (CJE) en 2021-2022 proviennent :
 - du Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi, administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales;
 - des ententes de soutien financier en employabilité conclues avec les directions régionales de Services Québec dans le cadre des mesures actives d'emploi du Secteur Emploi-Québec.
- Consulter le tableau en annexe pour les sommes versées par CJE et par région pour 2021-2022.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

COLLABORATION : Direction des ressources externes du placement et des mandats spéciaux
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
Direction de l'analyse et information de gestion
Service des opérations financières

VALIDATION : Service de l'expertise budgétaire

DATE : 23 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023

		Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi (au 28 février 2022)	Déboursés Ententes en employabilité (au 18 février 2022)	
Région	Nom de l'organisme			Total
01 - Bas-Saint-Laurent	Atelier de travail jeunesse 01	210 545 \$	773 655 \$	984 200 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	224 032 \$	196 817 \$	420 849 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	176 126 \$	198 446 \$	374 572 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi région Matane	225 549 \$	256 912 \$	482 461 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Projektion 16-35	225 122 \$	201 483 \$	426 605 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	221 627 \$	377 067 \$	598 694 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Univers Emploi	250 071 \$	1 274 168 \$	1 524 239 \$
Total 01 - Bas-Saint-Laurent		1 533 072 \$	3 151 912 \$	4 811 620 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi des Bleuets	210 380 \$	949 718 \$	1 160 098 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay	377 826 \$	895 747 \$	1 273 573 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La Bivoie	137 928 \$	740 741 \$	878 669 \$
Total 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean		726 134 \$	2 586 206 \$	3 312 340 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauveau	322 559 \$	359 866 \$	682 425 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	245 593 \$	322 860 \$	568 453 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale Nationale	311 130 \$	468 966 \$	780 096 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	120 581 \$	522 283 \$	642 864 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Montmorency	149 167 \$	461 171 \$	610 338 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre de formation Option-travail Ste-foy	386 078 \$	925 772 \$	1 311 850 \$
03 - Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui	118 939 \$	1 186 574 \$	1 305 513 \$
Total 03 - Capitale-Nationale		1 654 047 \$	4 247 492 \$	5 901 539 \$
04 - Mauricie	Carrefour Emploi Haut-St-Maurice	218 261 \$	396 188 \$	614 449 \$
04 - Mauricie	Carrefour emploi Mékinac	215 519 \$	156 572 \$	372 091 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	273 200 \$	532 125 \$	805 325 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi MRC de Maskinongé	227 443 \$	300 556 \$	527 999 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi Trois-Rivières/MRC des Chenaux	371 811 \$	1 192 318 \$	1 564 129 \$
Total 04 - Mauricie		1 306 234 \$	2 577 759 \$	3 883 993 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	187 358 \$	317 489 \$	504 847 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de Coaticook	206 420 \$	172 037 \$	378 457 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	379 762 \$	613 251 \$	993 013 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est	356 139 \$	814 773 \$	1 170 912 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du comté de Richmond	181 277 \$	460 751 \$	642 028 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	169 614 \$	252 217 \$	421 831 \$
05 - Estrie	Intro-travail et Carrefour jeunesse-emploi du Granit	226 139 \$	565 770 \$	791 909 \$
Total 05 - Estrie		1 706 709 \$	3 196 288 \$	4 902 997 \$
06 - Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'oeuvre	342 833 \$	1 154 494 \$	1 497 327 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville	353 324 \$	597 455 \$	950 779 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Anjou/Saint-Justin	251 437 \$	324 133 \$	575 570 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord	368 928 \$	556 697 \$	925 625 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	367 844 \$	640 621 \$	1 008 465 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest de l'Île	476 080 \$	807 601 \$	1 283 681 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Marquette	267 772 \$	420 995 \$	688 767 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies (1)	55 719 \$	339 151 \$	394 870 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Verdun	280 521 \$	663 524 \$	944 045 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga-Maisonneuve	255 938 \$	491 142 \$	747 080 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	302 537 \$	478 210 \$	780 747 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	331 746 \$	895 566 \$	1 227 312 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	220 373 \$	529 213 \$	749 586 \$
06 - Montréal	Centre Horizon Carrière	339 162 \$	1 327 979 \$	1 667 141 \$
06 - Montréal	Destination Travail du Sud-Ouest de l'Île de Montréal	216 894 \$	716 965 \$	933 859 \$
06 - Montréal	Groupe Conseil Saint-Denis	285 652 \$	1 361 809 \$	1 647 461 \$
06 - Montréal	Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi de Montréal	302 363 \$	740 982 \$	1 043 345 \$
06 - Montréal	Regroupement économique et Social du Sud-Ouest de Montréal	225 177 \$	1 250 545 \$	1 475 722 \$
06 - Montréal	Rond-Point jeunesse au travail	300 619 \$	1 033 505 \$	1 334 124 \$
06 - Montréal	Service d'aide à l'emploi de l'Est (1)	- \$	1 248 189 \$	1 248 189 \$
Total 06 - Montréal		5 544 919 \$	15 578 776 \$	21 123 695 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	223 650 \$	379 944 \$	603 594 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	392 592 \$	1 578 617 \$	1 971 209 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi Papineau	295 397 \$	320 584 \$	615 981 \$
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi des Collines-de-l'Outaouais	209 613 \$	177 225 \$	386 838 \$
07 - Outaouais	Le Club de recherche d'emplois du Pontiac	240 681 \$	601 830 \$	842 511 \$
Total 07 - Outaouais		1 361 933 \$	3 058 200 \$	4 420 133 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	250 526 \$	559 484 \$	810 010 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Ouest	224 830 \$	294 632 \$	519 462 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	202 742 \$	280 589 \$	483 331 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	177 944 \$	467 034 \$	644 978 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-région	189 055 \$	358 955 \$	548 010 \$
Total 08 - Abitibi-Témiscamingue		1 045 097 \$	1 960 694 \$	3 005 791 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	259 354 \$	304 764 \$	564 118 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Côte-Nord	213 923 \$	124 783 \$	338 706 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan	237 226 \$	215 580 \$	452 806 \$
Total 09 - Côte-Nord		710 503 \$	645 127 \$	1 355 630 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	225 226 \$	263 573 \$	488 799 \$
Total 10 - Nord-du-Québec		225 226 \$	263 573 \$	488 799 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Action Travail Chaleurs	188 975 \$	449 328 \$	638 303 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de la Côte-de-Gaspé	151 859 \$	186 217 \$	338 076 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	215 311 \$	155 618 \$	370 929 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour Jeunesse-Emploi et Option Emploi du Rocher-Percé	220 936 \$	853 771 \$	1 074 707 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi Haute-Gaspésie	179 370 \$	241 450 \$	420 820 \$
Total 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine		956 451 \$	1 886 384 \$	2 842 835 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour emploi Lotbinière	235 989 \$	195 439 \$	431 428 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Nord	203 728 \$	234 073 \$	437 801 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	268 895 \$	340 896 \$	609 791 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac (3)	199 209 \$	369 018 \$	568 227 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de L'Islet	183 397 \$	205 289 \$	388 686 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	200 651 \$	195 220 \$	395 871 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi Les Etchemins	212 254 \$	148 509 \$	360 763 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	172 454 \$	193 060 \$	365 514 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Trajectoire-emploi	450 810 \$	888 432 \$	1 339 242 \$
Total 12 - Chaudière-Appalaches		2 127 387 \$	2 643 300 \$	4 897 323 \$
13 - Laval	Carrefour jeunesse-emploi de Laval	565 639 \$	1 399 385 \$	1 965 024 \$
Total 13 - Laval		565 639 \$	1 399 385 \$	1 965 024 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Ventiler les sommes versées par carrefour jeunesse-emploi et par région pour 2021-2022 et prévision pour 2022-2023

		Déboursés Programme de soutien financier des carrefours-jeunesse emploi (au 28 février 2022)	Déboursés Ententes en employabilité (au 18 février 2022)	
Région	Nom de l'organisme			Total
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	323 306 \$	1 193 547 \$	1 516 853 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm	259 787 \$	412 870 \$	672 657 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi des Moulins	375 345 \$	828 796 \$	1 204 141 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption	340 023 \$	597 215 \$	937 238 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	258 753 \$	349 016 \$	607 769 \$
Total 14 - Lanaudière		1 557 214 \$	3 381 444 \$	4 938 658 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi d'Argenteuil	167 385 \$	398 493 \$	565 878 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC des Laurentides	178 093 \$	459 396 \$	637 489 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Montagnes	218 779 \$	482 988 \$	701 767 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de Mirabel	150 000 \$	341 985 \$	491 985 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	150 000 \$	307 041 \$	457 041 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	342 186 \$	890 901 \$	1 233 087 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-De Blainville	379 841 \$	887 387 \$	1 267 228 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	241 670 \$	1 432 198 \$	1 673 868 \$
Total 15 - Laurentides		1 827 954 \$	5 200 389 \$	7 028 343 \$
16 - Montérégie	Alliance Carrière Travail	296 789 \$	2 311 701 \$	2 608 490 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comté Johnson	261 113 \$	401 177 \$	662 290 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberry	237 980 \$	474 190 \$	712 170 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comtés Iberville/St-Jean	300 405 \$	1 293 691 \$	1 594 096 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi de Pierre-De Saurel	258 640 \$	522 420 \$	781 060 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi La Prairie	218 336 \$	474 166 \$	692 502 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Marguerite-d'Youville	320 277 \$	522 017 \$	842 294 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Hubert	295 929 \$	477 306 \$	773 235 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	172 499 \$	611 754 \$	784 253 \$
16 - Montérégie	Espace carrière	287 090 \$	1 508 608 \$	1 795 698 \$
16 - Montérégie	Espace Pivot	198 916 \$	517 794 \$	716 710 \$
16 - Montérégie	Intégration compétences	379 627 \$	779 944 \$	1 159 571 \$
16 - Montérégie	Place à l'emploi	352 846 \$	2 846 436 \$	3 199 282 \$
16 - Montérégie	Post Script Jeunesse (3)	574 752 \$	2 190 524 \$	2 765 276 \$
Total 16 - Montérégie		4 155 199 \$	14 931 728 \$	19 086 927 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	261 450 \$	340 005 \$	601 455 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Béancour	258 685 \$	340 077 \$	598 762 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Drummond	232 199 \$	615 026 \$	847 225 \$
17 - Centre-du-Québec	Impact Emploi de l'Érable	225 122 \$	337 253 \$	562 375 \$
Total 17 - Centre-du-Québec		977 456 \$	1 632 361 \$	2 609 817 \$
Total général		27 981 174 \$	68 562 919 \$	96 575 464 \$

(1) Le Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies et le Service d'aide à l'emploi de l'Est n'avaient pas encore reçu les versements de leur convention de subvention, en date du 28 février 2022, provenant du PSCJE, car leurs dossiers étaient toujours en analyse.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-56

Titre :

Effectif selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers, par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a plus de centres locaux d'emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre et pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programme de sécurité du revenu au Ministère.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION:
DATE : 5 avril 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-58

Titre :

Nombre de prestataires de la sécurité du revenu, mensuellement, de 2016 à 2022 (aide de dernier recours et de solidarité sociale) et les prévisions du nombre de prestataires pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programme de sécurité du revenu au MTESS.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION:

DATE : 22 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-59

Titre :

Coût de l'indexation des prestations de l'assurance-emploi pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les prestations d'assurance-emploi sont offertes dans le cadre du régime d'assurance-emploi qui est de responsabilité fédérale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-60

Titre :

État de situation du Programme de l'assurance-emploi pour les cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023, concernant :

- a. Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à 12 mois;
- b. Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi, en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;
- c. Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaire, locataire, chambreur, logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;
- d. Nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assurance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;
- e. Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;
- f. Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;
- g. Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- h. Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;
- i. Nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale;
- j. Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;
- k. Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles à l'emploi, selon les critères suivants :
 - i. État de santé;
 - ii. État de grossesse;
 - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou garde d'enfants handicapés;
 - iv. Critère de 55 ans;
 - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
 - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au programme de soutien financier.
- l. Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;
- m. Nombre de ménage déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;
- n. Nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;
- o. Nombre de révisions et d'appels, selon le motif et la décision;
- p. Nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;
- q. Nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;
- r. Ventilation détaillée des impacts, pour le Québec, des bonifications annoncées en 2019 à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;
- s. Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments depuis 2012 ; fournir les prévisions pour 2022-2023;
- t. Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;
- u. Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée depuis 2012; fournir les prévisions pour 2022-2023;

- v. Nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générées au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions 2022-2023;
- w. Bilan du budget et des dépenses pour le programme d'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a pas de programme d'assurance-emploi au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-61

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi pour les cinq dernières années, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a reçu 6 390 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-62

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, le Centre des services d'évaluation médicale et socioprofessionnelle situé à la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale a refusé 4 164 demandes de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi.

SOURCE : DRSQCN-DGSCE
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-63

Titre :

Délai d'attente pour l'évaluation au bureau médical pour se faire reconnaître en tant que personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, 2021-2022 et pour les cinq années précédentes.

Exposé et statistiques :

- Le délai moyen pour l'année en cours (2021-2022) est de 39,8 jours.
- Le délai pour rendre une décision concernant les demandes « urgentes » en provenance de l'attribution initiale est généralement de 24 heures. Il peut se prolonger dans certaines situations, selon l'implication ou non du médecin traitant ou d'un besoin d'informations supplémentaires.

SOURCE : DRSQCN- DGSCE

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-64

Titre :

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, dont la demande a été refusée, mais qui ont ensuite gagné en appel depuis 2014, ventilé par mois et par région; fournir les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Du 1^{er} avril 2021 au 31 janvier 2022, 16 personnes ont vu leurs contraintes sévères à l'emploi être reconnues par le Tribunal administratif du Québec après que leur demande ait été refusée.

SOURCE : Direction générale des recours et de la qualité des services
Secteur de la gouvernance et de la performance organisationnelle
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-66

Titre :

Pour les cinq dernières années :

- a. Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?
- b. Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?
- c. Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?
- d. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000\$?
- e. Combien de prestataires sans contrainte à l'emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?
- f. Combien de prestataires avec contraintes sévères à l'emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000\$?
- g. Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- h. Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?
- i. Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?
- j. Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d'aide sociale?
- k. Combien de personnes sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- l. Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contrainte à l'emploi ont fait une demande d'aide sociale?
- m. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.
- n. Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d'aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Exposé et statistiques :

Combien de prestataires ont quitté le Québec plus de 15 jours dans un mois de calendrier?

	Nombre d'adultes distincts ayant eu un séjour hors Québec
2021-2022 (d'avril 2021 à décembre 2021 ¹)	160

1. Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont uniquement disponibles trimestriellement.

Combien de prestataires louent un appartement incluant deux chambres et combien incluant trois chambres?

	Nombre de chambres offertes en location	
	2 chambres	3 chambres
	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2022	1 318	170

Combien de prestataires ont déclaré des revenus de travail et quelles sommes ont été récupérées par le MTESS à la suite de la déclaration de ces revenus de travail?

Ménages avec revenu de travail				
	Avec réduction d'aide		Sans réduction d'aide	Total
	Nombre de ménages	Montant comptabilisable total	Nombre de ménages	Nombre de ménages
janvier 2022	3 536	1 712 379 \$	4 075	7 611

Combien de prestataires sans contraintes à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 140 000 \$?

	Prestataires sans contraintes ayant une valeur nette de résidence de 140 000\$
janvier 2022	1

Combien de prestataires sans contraintes à l’emploi ont déclaré posséder des biens qui avaient une valeur combinée nette de 500 000 \$?

	Prestataires ayant une valeur nette de résidence de 500 000\$
janvier 2022	0

Combien de prestataires avec contraintes sévères à l’emploi ont déclaré posséder une maison qui avait une valeur nette de 203 000 \$?

	Prestataires avec contraintes sévères ayant une valeur nette de résidence de 203 000\$
janvier 2022	0

Combien de prestataires sans logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires sans logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2022	10

1. Désigne les personnes temporairement sans adresse, c’est-à-dire qui n’ont pas d’adresse fixe ou stable ou qui n’ont pas l’assurance d’un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de prestataires avec logement ont fréquenté un centre de désintoxication?

	Prestataires avec logement ¹ recevant une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie
janvier 2022	788

1. Désigne les personnes qui ont une adresse fixe ou stable ou qui ont l’assurance d’un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

Combien de jeunes ont bénéficié du programme Alternative jeunesse?

	Nombre d’adultes participant au Programme alternative jeunesse avec allocation jeunesse
janvier 2022	0

Combien de jeunes de moins de 25 ans ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d’adultes âgés de moins de 25 ans qui ont fait une demande d’assistance sociale
janvier 2022	1 353

Note : Les jeunes ayant faits une demande à l’assistance sociale ne sont pas nécessairement admis à l’aide.

Combien de personnes sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes à l'emploi qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2022	5 945

Combien de jeunes de moins de 29 ans sans contraintes à l’emploi ont fait une demande d’aide sociale?

	Nombre d'adultes sans contraintes âgés de moins de 29 ans qui ont fait une demande d'assistance sociale
janvier 2022	1 894

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré être en couple et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d’aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Le tableau suivant présente le nombre de couples prestataires où les deux adultes sont sans contraintes à l’emploi de même que le montant prélevé¹ de leur prestation du fait qu’ils soient en couple. Ce montant ne tient pas compte des autres montants servant à calculer la prestation d’assistance sociale (les ajustements pour enfants, les prestations spéciales, les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides).

	janvier 2022		
	Nombre de ménages	Montant total prélevé ¹	Montant moyen prélevé ¹ par ménage
Région	66		
01 - Bas-Saint-Laurent		23 298,00	353,00
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	61	21 533,00	353,00
03 - Capitale-Nationale	181	63 893,00	353,00
04 - Mauricie	151	53 303,00	353,00
05 - Estrie	192	67 776,00	353,00
06 - Île-de-Montréal	2 668	941 804,00	353,00
07 - Outaouais	234	82 602,00	353,00
08 - Abitibi-Témiscamingue	47	16 591,00	353,00
09 - Côte-Nord	15	5 295,00	353,00
10 - Nord-du-Québec	28	9 884,00	353,00
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	37	13 061,00	353,00
12 - Chaudières-Appalaches	88	31 064,00	353,00
13 - Laval	180	63 540,00	353,00
14 - Lanaudière	174	61 422,00	353,00
15 - Laurentides	217	76 601,00	353,00
16 - Montérégie	548	193 444,00	353,00
17 - Centre-du-Québec	104	36 712,00	353,00
Ensemble du Québec	4 991	1 761 823,00	353,00

1. Le montant prélevé correspond à la différence entre la prestation de base (incluant l’ajustement à la prestation de base) pour une personne seule sans contraintes multipliée par 2 (726 \$ X 2 = 1 452\$ en janvier 2022) et la prestation de base (incluant l’ajustement à la prestation de base) pour un ménage avec deux adultes sans contraintes (1 099 \$ en janvier 2022).

Combien de prestataires sans contrainte ont déclaré vivre en colocation, et quel est le montant total ayant été prélevé ou retiré de leur prestation d’aide sociale? Fournir la moyenne par prestataire et une ventilation par région.

Cette information n’est pas colligée par le Ministère.

SOURCE : Direction des politiques d’assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l’analyse et de l’information de gestion
Direction générale du soutien à la prestation de services
VALIDATION:
DATE : 11 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-67

Titre :

Copie de toutes les études d'impacts réalisées pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015 dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale.

Exposé et statistiques :

Le Ministère a réalisé et rendu public sur son site Internet l'analyse d'impact des six mesures réglementaires :

http://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_Impacts_6mesures_reglementaires2015.pdf

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-68

Titre :

Dans le cadre de la Réforme de l'aide-sociale, pour chacune des mesures annoncées le 28 janvier 2015, quelle est l'économie réalisée pour 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 (et prévision pour 2022-2023) par le ministère, et ce, par mesure?

Exposé et statistiques :

- Retirer les exemptions applicables aux revenus de travail lorsque ceux-ci n'ont pas été déclarés au Ministère et qu'ils sont réclamés.
 - Économies réalisées en 2021-2022 (au 31 janvier 2022) : 646 k\$.
- Verser une allocation pour dépenses personnelles aux adultes qui séjournent dans un centre offrant des services en toxicomanie, en remplacement de la prestation actuellement accordée.
 - Économies réalisées en 2021-2022 (au 31 janvier 2022) : 8 427 k\$.
- Rendre non admissible l'adulte qui s'absente du Québec pour une période supérieure à 15 jours cumulatifs ou pour plus de 7 jours consécutifs dans un même mois.
 - Économies réalisées en 2021-2022¹ (au 31 décembre 2021) : 137 k\$.
- Exclure du calcul de la prestation les indemnités versées dans le cadre d'un programme d'aide financière général ou spécifique par le ministère de la Sécurité publique afin de compenser des pertes matérielles dues à un sinistre et de couvrir des frais de subsistance supplémentaires.
 - Économies réalisées en 2021-2022 (au 31 janvier 2022) : 0 k\$.
- Hausser l'exclusion prévue relativement à la valeur nette de la résidence de 90 000 \$ à 142 000 \$ dans le cadre du Programme d'aide sociale et de 130 000 \$ à 203 000 \$ dans le cadre du Programme de solidarité sociale.
 - Économies réalisées en 2021-2022 (au 31 janvier 2022) : 421 k\$.
- Comptabiliser les revenus de location de chambres ou de pensions lorsque deux chambres et plus sont louées par un ménage prestataire.
 - Économies réalisées en 2021-2022 (au 31 janvier 2022) : 1 679 k\$.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

VALIDATION :

DATE : 17 mars 2022

¹ Les résultats relatifs aux séjours hors Québec sont disponibles uniquement trimestriellement.
3RP68_03-21_BSM.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-69

Titre :

Les sommes dépensées chaque année au cours des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par votre ministère et ses organismes pour le remboursement des frais de transport médical des prestataires de l'aide financière de dernier recours ventilé par nombre de prestataires, par année, par mois, par région et par type de transport.

Exposé et statistiques :

Les données pour la période d'avril 2021 à janvier 2022 sont présentées dans le document en annexe.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
Secteur des services à la clientèle

VALIDATION :

DATE : 17 mars 2022

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical

au total période, selon la région et le type de transport¹

- avril 2021 à janvier 2022 -

- Assistance sociale -

RP-69 Annexe

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Région																
01 - Bas-Saint-Laurent	735	75 754,95 \$	27	26 621,56 \$	592	155 940,75 \$	318	98 564,54 \$	x	x	x	x	17	6 397,40 \$	300	131 006,95 \$
02 - Saguenay - Lac-St-Jean	236	25 155,19 \$	28	7 574,36 \$	753	184 008,88 \$	77	16 993,09 \$	x	x	x	x	77	28 211,30 \$	309	147 614,87 \$
03 - Capitale-Nationale	241	28 875,39 \$	106	128 502,39 \$	1 803	483 772,90 \$	459	95 695,52 \$	x	x	18	4 204,95 \$	226	132 959,86 \$	258	127 481,78 \$
04 - Mauricie	458	57 433,69 \$	202	386 664,91 \$	1 078	288 308,22 \$	272	71 014,02 \$	x	x	14	2 158,40 \$	319	96 240,40 \$	98	24 054,90 \$
05 - Estrie	410	63 380,11 \$	56	83 246,14 \$	990	274 091,94 \$	574	175 766,63 \$	x	x	14	5 152,87 \$	x	x	299	81 900,66 \$
06 - Île-de-Montréal	83	9 736,47 \$	274	329 787,49 \$	244	54 400,17 \$	2 935	1 381 216,39 \$	x	x	6 586	1 642 246,05 \$	44	16 808,30 \$	22	2 337,79 \$
07 - Outaouais	232	38 359,30 \$	x	x	1 098	300 867,05 \$	170	31 818,90 \$	x	x	16	2 879,57 \$	50	196 345,79 \$	477	497 880,76 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	355	42 902,30 \$	27	4 866,93 \$	321	84 450,50 \$	33	10 208,68 \$	x	x	x	x	44	19 202,89 \$	52	19 320,39 \$
09 - Côte-Nord	134	23 384,88 \$	29	22 951,91 \$	140	34 339,50 \$	15	3 247,24 \$	x	x	x	x	16	4 580,00 \$	65	26 901,02 \$
10 - Nord-du-Québec	27	5 994,24 \$	x	x	12	2 918,00 \$	x	x	x	x	25	6 196,58 \$	x	x	x	x
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	498	72 669,09 \$	53	6 475,71 \$	322	86 444,41 \$	58	14 383,38 \$	x	x	x	x	87	37 356,79 \$	150	53 580,64 \$
12 - Chaudières-Appalaches	558	59 284,71 \$	35	8 941,99 \$	780	213 891,82 \$	182	59 065,45 \$	x	x	x	x	426	276 958,82 \$	353	166 539,42 \$
13 - Laval	54	8 917,94 \$	40	99 910,05 \$	41	7 387,48 \$	418	222 588,10 \$	x	x	654	147 567,62 \$	64	25 561,68 \$	21	8 021,76 \$
14 - Lanaudière	383	55 152,74 \$	176	128 925,95 \$	1 068	278 980,51 \$	281	101 469,92 \$	x	x	74	19 516,36 \$	30	55 436,83 \$	604	115 651,16 \$
15 - Laurentides	428	84 500,75 \$	242	349 508,95 \$	1 154	265 103,37 \$	518	231 320,67 \$	x	x	84	22 808,72 \$	23	45 036,43 \$	324	182 835,28 \$
16 - Montérégie	625	89 867,09 \$	482	827 316,19 \$	3 075	764 440,71 \$	995	579 409,26 \$	x	x	176	38 854,48 \$	14	6 981,36 \$	570	147 801,47 \$
17 - Centre-du-Québec	529	79 239,24 \$	51	111 430,90 \$	757	187 656,33 \$	140	49 798,79 \$	x	x	11	3 550,97 \$	261	128 014,28 \$	237	97 729,04 \$
99 - Central	22	1 940,10 \$	51	51 472,91 \$	740	241 535,31 \$	152	20 331,78 \$	x	x	307	93 025,21 \$	280	68 530,94 \$	98	14 897,67 \$

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.

2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

Données sur les prestations spéciales régulières et spécifiques pour transport médical
au total de la période et des régions, selon le type de transport¹
- avril 2021 à janvier 2022-
- Assistance sociale -

RP-69 Annexe

	Type de transport															
	9C Auto personnelle		9D Taxi		9E Ambulance		9F Transport en commun		9G Avion		9I Ambulance Urgence-Santé		9J Transport adapté		9K Transport conducteur bénévole	
	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant	Nbre prestataires distincts	Montant
Période																
Total	5 984	822 548,27 \$	1 872	2 586 132,60 \$	14 831	3 908 537,99 \$	7 565	3 162 892,50 \$	x	x	7 933	1 994 676,18 \$	1 975	1 145 021,35 \$	4 225	1 848 964,66 \$

1. X = Des renseignements ont été caviardés puisqu'en raison du petit nombre (moins de 10) ceux-ci pourraient avoir pour effet de révéler des renseignements personnels, et ce, au sens des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.
2. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement, c'est-à-dire la clientèle sous curatelle publique de même que les prestataires hébergés.

SOURCE :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

12 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-70

Titre :

Fournir tous les documents, notes ou estimations relatifs au coût du « droit à l'amour ».

Exposé et statistiques :

Aucun document disponible sur le sujet.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 23 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-79

Titre :

Pour chacun des programmes, préciser :

- a. liste des organismes subventionnés (incluant leur nom et leur adresse) ainsi que le montant versé à chacun, pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions au cours des cinq dernières années; fournir les prévisions pour 2022-2023;
- b. politique et critères d'attribution des subventions;
- c. liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

Exposé et statistiques :

A et C : Voir les tableaux en annexe.

B : Politique et critères d'attribution des subventions

Les renseignements ci-dessous sont tirés des cadres normatifs des différents programmes en vigueur en 2021.

Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole

Le Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole permet de soutenir des organismes et des regroupements d'organismes. Administré par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), il comporte les cinq volets suivants :

- Promotion des droits;
- Organismes multisectoriels confiés au MTESS;
- Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques
- Recherches et études ;
- Soutien à la gouvernance

Promotion des droits

Le volet Promotion des droits vise à soutenir, par l'entremise du MTESS, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à l'exercice des droits et la défense collective des droits, à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole ainsi que les frais liés à l'éducation populaire.

Les demandes présentées par les organismes sont analysées par le MTESS en fonction des paramètres suivants :

- le rayonnement dans la communauté et les activités accomplies en défense collective des droits;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- l'actif net non affecté, selon les derniers états financiers, lequel ne doit pas être supérieur à 50 % des dépenses totales de l'organisme;

- la saine gestion financière de l'organisme, par exemple : absence d'un déficit et de jugements rendus contre l'organisme;
- les disponibilités financières du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA).

Afin de moduler la hauteur du soutien financier accordé aux organismes admissibles, certains critères d'appréciation seront considérés, notamment :

- l'étendue du territoire couvert, la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- l'équité entre les organismes comparables;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- la présence d'autres organismes ou regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

Organismes multisectoriels confiés au MTESS

Les objectifs sont de :

- soutenir les organismes d'action communautaire présentement financés et sans port d'attache dans l'appareil gouvernemental, et cela, lorsque c'est possible, de manière transitoire jusqu'à ce qu'un ministère ou un organisme gouvernemental en assume la responsabilité;
- soutenir les regroupements nationaux ayant reçu un mandat formel d'interlocuteurs privilégiés auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole.

En plus de satisfaire les critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut soit :

- avoir déjà conclu une entente triennale en appui à la mission globale ou une entente de service avec le MTESS ou être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental à la suite d'une opération de transfert et de concentration du soutien financier en appui à la mission globale;
- être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole;
- être déjà soutenu financièrement et être référé par un ministère ou un organisme gouvernemental dans le cadre d'une entente administrative spécifique.

Soutien financier en subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques

Les objectifs sont de :

- confier la gestion à un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à structurer son secteur d'activité. Il peut s'agir de mise en place de plan d'action, de stratégie gouvernementale, d'analyse ou de toutes autres mesures prévues par le ministère;
- confier la gestion à un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole, par subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques, de mesures visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole. Ces mesures visent le développement d'actions structurantes pour l'action communautaire et l'action bénévole dans son ensemble. Il peut s'agir de mesures favorisant la rétention de la main-d'œuvre, le maintien en emploi, l'amélioration des conditions de travail ou de toutes autres mesures prévues par le ministère, et ce dans le respect de leur autonomie.

En plus de satisfaire aux critères d'admissibilité visant les organismes communautaires, pour être admissible à ce volet, il faut être un regroupement national ayant reçu un mandat formel d'interlocuteur privilégié auprès du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole. Ou encore, être un organisme communautaire ayant reçu un mandat formel du ministre responsable des orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole visant à soutenir le développement de l'action communautaire et bénévole.

Recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale

L'objectif est de contribuer à la réalisation des orientations gouvernementales en matière d'action communautaire et d'action bénévole, par des études, des recherches et des sondages.

Sont admissibles les organismes communautaires, les centres de recherches ou institutions qui œuvrent dans le champ de la recherche en action communautaire et en action bénévole.

Les projets admissibles sont de nature non récurrente. Ils sont orientés en fonction de besoins déterminés en cours d'année. Selon les disponibilités budgétaires, la demande est amorcée par le MTESS. Ainsi il n'y a pas de date limite.

Soutien à la gouvernance

L'objectif vise à soutenir, de façon ponctuelle, des organismes communautaires financés pour leur mission globale dans le cadre de ce programme, ayant des besoins particuliers en lien avec l'amélioration de leur gestion ou de leur reddition de comptes, et ce, dans le respect des pratiques propres à l'action communautaire autonome.

Fonds québécois d'initiatives sociales

La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Loi) institue le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement des initiatives en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces initiatives peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Au plan régional et local, le financement des initiatives doit s'inscrire dans une démarche de mobilisation et de concertation des acteurs du milieu. Celles-ci doivent mener à l'identification des priorités en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour un territoire donné, le tout étant consigné dans un plan d'action. Le financement des initiatives doit répondre aux priorités retenues.

Le FQIS soutient principalement :

- le financement des ententes conclues par le ministre responsable de l'application de la Loi (ministre) avec des organismes ou des partenaires à l'échelle locale, régionale et nationale (partenaires) relatives à la réalisation d'initiatives visant les mêmes objectifs et respectant les orientations et normes du FQIS, et ce, sur l'ensemble du territoire québécois;
- le développement et l'expérimentation de nouvelles approches de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- le financement des recherches en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Répartition budgétaire :

- Le ministre établit une répartition budgétaire régionale et nationale du Fonds.
- À partir de la répartition régionale, le ministre détermine les budgets à accorder aux régions en fonction notamment de l'importance relative des zones de pauvreté. Les sommes prévues dans ces budgets seront versées aux partenaires pour soutenir des initiatives locales ou régionales.
- La répartition précise également les budgets destinés aux organisations autochtones.

Sont admissibles à un financement du FQIS, soit directement, soit par l'intermédiaire des partenaires ou soit à titre de partenaires, les organismes suivants :

- les personnes morales à but non lucratif;
- les coopératives considérées comme organismes à but non lucratif par Revenu Québec;
- les organismes municipaux, les MRC;
- les conseils de bande, les conseils de villages nordiques, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador ou tout autre regroupement autochtone visé par l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Ne sont pas admissibles à un financement du FQIS :

- les ministères ou organismes gouvernementaux, ainsi que paragouvernementaux tels les Centres intégrés de santé et de services sociaux, les Centres intégrés universitaires

de santé et de services sociaux, les institutions ou écoles d'enseignement et de formation, sauf si un organisme, excluant les ministères, est le seul à pouvoir offrir le service à un coût raisonnable sans faire concurrence à d'autres organismes offrant déjà avec succès un service similaire;

- les organismes dont les activités sont interrompues en raison d'un conflit de travail (grève ou lock out).

Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire

Le Programme de soutien financier des Corporations de développement communautaire (PSCDC) vise à favoriser le développement social local, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en offrant du soutien à la mission globale aux CDC.

Le soutien financier prend la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme.

Ces coûts admissibles sont, notamment, les frais généraux tels que les frais liés à l'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie ou à l'internet, le matériel de bureau ou les infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme de même que ceux liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation ou encore au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole.

Les modalités pour le maintien annuel du soutien financier portent sur la nécessité pour l'organisme de :

- présenter au MTESS le formulaire de demande dans les délais requis;
- continuer à satisfaire aux critères d'admissibilité;
- produire les documents exigés en matière de reddition de comptes et stipulés au protocole d'entente;
- respecter l'ensemble des clauses inscrites à la convention de subvention.

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires

Le programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires (PSISC) vise à soutenir des projets ponctuels de recherche, d'évaluation, de formation en matière d'action communautaire et d'action bénévole. Il vise également à soutenir la réalisation des projets ponctuels dans les deux champs d'action du Ministère, soit l'emploi et la solidarité sociale.

Le PSISC comporte deux volets.

Le volet Action communautaire et action bénévole vise à permettre aux organismes communautaires d'évaluer leurs interventions et de développer les connaissances et les méthodes d'intervention de l'action communautaire autonome et de l'action bénévole.

Le volet Initiatives sociales vise à soutenir la réalisation de projets ponctuels qui permettront l'atteinte des objectifs suivants :

- contribuer au développement de méthodes et approches d'intervention vouées à accroître l'inclusion sociale ainsi qu'à maintenir et à améliorer les conditions de vie des personnes à faible revenu;
- favoriser de nouvelles méthodes et approches en matière de développement de l'employabilité, de maintien en emploi des personnes éloignées du marché du travail ou des personnes sous-représentées sur le marché du travail;

Le PSISC soutient un projet pour une durée de 18 mois ou moins. Dans le cas d'un projet de recherche, le PSISC peut soutenir celui-ci jusqu'à une durée maximale de 36 mois.

Au besoin, un prolongement de la durée du protocole d'entente est possible, sans bonification financière, lorsqu'il est démontré que cette prolongation est essentielle à la réussite du projet. Toute demande de prolongation doit être faite par écrit par l'organisme, et approuvée par le MTESS.

Dans tous les cas, incluant les projets de recherche, la subvention maximale est de 75 000 \$ par projet et par année financière, sans toutefois excéder 90% du total des dépenses admissibles directement reliées au projet.

Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi

Le Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE) vise à soutenir et consolider financièrement les carrefours jeunesse-emploi (CJE), dont la mission principale est d'accompagner et de guider les jeunes de 16 à 35 ans dans leur démarche d'insertion sociale et économique, au travers des actions suivantes :

- Répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes âgés majoritairement de 16 à 35 ans afin qu'ils réalisent leur potentiel et qu'ils participent pleinement à la société;
- Accompagner les jeunes vers leur intégration sociale, citoyenne et économique, notamment grâce à un accueil universel;
- Mettre en œuvre le plan d'action local, qui doit inclure les quatre axes d'intervention prioritaires suivants :
 - Insertion socioprofessionnelle durable
 - Réussite éducative pour tous
 - Autonomie, accès à la santé et les services sociaux
 - Écocitoyenneté
- Mobiliser et animer les partenaires du milieu autour des enjeux des jeunes de ces mêmes territoires.

Pour être admissible à ce programme, le CJE doit :

- Œuvrer dans le champ de l'action communautaire;
- Répondre aux critères qui s'appliquent aux organismes d'action communautaire du Cadre de référence en matière d'action communautaire définissant les organismes d'action communautaire;
- Avoir une mission principale qui s'inscrit dans les volets d'action des CJE, tel que décrit ci-haut;
- Ne pas couvrir un territoire qui est actuellement couvert par un CJE.

Le soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur une base pluriannuelle pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale du CJE. Le soutien financier de base est déterminé par le territoire couvert par la mission de l'organisme, soit local ou régional, ainsi que par le nombre de jeunes par territoire.

Les coûts admissibles sont les frais généraux tels que les frais d'utilisation d'un local, les frais liés à la téléphonie, au matériel de bureau et aux infrastructures technologiques, les frais salariaux associés à la base du fonctionnement et aux services alternatifs de l'organisme, les frais rattachés aux volets de la mission sociale des CJE qui visent l'amélioration des conditions de vie des jeunes de 16 à 35 ans, les frais d'activités reliés à la mise en œuvre du plan d'action local, les frais liés à la vie associative, aux activités de concertation et de représentation, au soutien et à l'encadrement de l'action bénévole et les frais liés à l'éducation populaire.

Également, les CJE peuvent recevoir des subventions soutenant la réalisation d'activités spécifiques. Ce soutien financier prendra la forme d'un montant forfaitaire accordé sur la base des dépenses admissibles et nécessaires à la réalisation de ces activités.

Les dépenses admissibles sont les suivantes :

- les dépenses nécessaires et directement reliées à la réalisation des activités spécifiques telles que les frais de déplacement, les honoraires professionnels et le matériel nécessaire à la réalisation des activités;
- le salaire des ressources humaines directement reliées à la réalisation des activités spécifiques, pourvu que les salaires correspondent à ceux habituellement versés par l'organisme lui-même aux employés occupant des postes et effectuant des tâches comparables.

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
COLLABORATION : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
VALIDATION : Direction des opérations financières et contractuelles
DATE : 2022-02-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

RP-79 - ANNEXE 1

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action chômage Kamouraska inc.	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Action populaire Rimouski-Neigette	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la Péninsule	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R) section Rivière-du-Loup inc.	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Comité logement Bas-Saint-Laurent	PDD	92 230 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.	PDD	98 024 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	PDD	77 580 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)	PDD	90 944 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	A.Q.D.R. Roberval (Association québécoise des droits de personnes retraitées et préretraitées Roberval)	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès conditions vie Lac-Saint-Jean-Est	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Jonquière	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Alma inc.	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section St-Félicien	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi)	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Loge m'entraide	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement action chômage Lac-St-Jean	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Recif-02	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Saguenay	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Saguenéens et Jeannois pour les droits de la personne	PDD	92 230 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire de Saint-Félicien	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de Jonquière	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire Lac-Saint-Jean-Est	PDD	77 580 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Service budgétaire populaire de La Baie et Bas Saguenay	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Action-Chômage de Québec	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance arc-en-ciel de Québec inc.	PDD	132 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	PDD	187 274 \$
03 - Capitale-Nationale	Association des grands-parents du Québec	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert (CAPMO) inc.	PDD	77 580 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
03 - Capitale-Nationale	Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Clinique d'accompagnement juridique Droit de cité	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Collectif pour un Québec sans pauvreté	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité logement d'aide de Québec Ouest	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité populaire St-Jean-Baptiste	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe Alter justice	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)	PDD	92 230 \$
03 - Capitale-Nationale	L'action des nouvelles conjointes et nouveaux conjoints du Québec (ANCQ)	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	L'association coopérative d'économie familiale de Québec	PDD	97 886 \$
03 - Capitale-Nationale	Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	PDD	110 966 \$
03 - Capitale-Nationale	Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	PDD	131 693 \$
03 - Capitale-Nationale	Les amis et amies de la terre de Québec	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Ligue des droits et libertés - section de Québec	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	PDD	77 580 \$
03 - Capitale-Nationale	Nature Québec	PDD	124 780 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)	PDD	119 218 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	PDD	133 318 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix)	PDD	46 115 \$
03 - Capitale-Nationale	Regroupement des organismes de personnes handicapées de la région 03 (ROP 03)	PDD	132 986 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Shawinigan	PDD	38 790 \$
04 - Mauricie	Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es inc.	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Info Logis Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Mouvement action-chômage Trois-Rivières	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Mouvement d'action solidaire des Sans-Emploi des Chenaux inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	PDD	77 580 \$
04 - Mauricie	Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie	PDD	133 473 \$
04 - Mauricie	Regroupement d'organismes en DI/TSA de la Mauricie	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Service d'aide au consommateur-région 04	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Table action abus aînés Mauricie, inc.	PDD	92 230 \$
04 - Mauricie	Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Action-Handicap Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est	PDD	90 506 \$
05 - Estrie	Association des locataires de Sherbrooke	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie	PDD	92 230 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

RP-79 - ANNEXE 1

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
05 - Estrie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Concertation femmes Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Conseil des aveugles de Memphrémagog	PDD	38 790 \$
05 - Estrie	Dynamique des handicapés de Granby et région inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Illusion-Emploi de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'action plus de Sherbrooke inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog	PDD	77 580 \$
05 - Estrie	Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Promotion Handicap Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	PDD	83 526 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Service budgétaire populaire des Sources	PDD	82 041 \$
05 - Estrie	Solidarité populaire Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Table ronde des OVEP de l'Estrie	PDD	92 230 \$
05 - Estrie	Vigilance OGM	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Action des femmes handicapées (Montréal)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Action dignité de Saint-Léonard	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Action travail des femmes du Québec inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal	PDD	100 762 \$
06 - Montréal	Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association des aides familiales du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association des consommateurs pour la qualité dans la construction	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association des locataires de Villaray inc.	PDD	88 340 \$
06 - Montréal	Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.	PDD	200 145 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Montréal-Nord	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, AQDR Ahuntsic- St-Laurent	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, section Pointe-de-l'Île de Montréal (AQDR-PDÎ)	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Association québécoise des personnes de petite taille inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Association québécoise Plaidoyer-Victimes	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Association québécoise pour l'équité et l'inclusion au postsecondaire	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Au bas de l'échelle inc.	PDD	124 780 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

RP-79 - ANNEXE 1

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal	BRAS Villera	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Centre québécois du droit de l'environnement (C.Q.D.E.)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition des associations de consommateurs du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition des familles LGBT	PDD	164 780 \$
06 - Montréal	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	PDD	92 390 \$
06 - Montréal	Comité chômage de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Comité d'action de Parc Extension	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité de logement Rosemont	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal	PDD	97 660 \$
06 - Montréal	Comité des sans emploi de Pointe St-Charles	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Ahuntsic-Cartierville	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement de La Petite Patrie inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement de Montréal-Nord	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Lachine-Lasalle	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Saint-Laurent	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Comité logement Ville-Marie de Montréal	PDD	91 905 \$
06 - Montréal	Comité régional pour l'autisme et la déficience intellectuelle (région 06A) (CRADI)	PDD	135 461 \$
06 - Montréal	Comité-Chômage de l'est de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	PDD	182 863 \$
06 - Montréal	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Conseil national des chômeurs et chômeuses	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Conseil pour la protection des malades (CPM)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Conseil québécois LGBT	PDD	179 780 \$
06 - Montréal	DéPhy Montréal	PDD	135 461 \$
06 - Montréal	Eau secours! La coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Ex aequo	PDD	187 517 \$
06 - Montréal	Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	PDD	336 334 \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	PDD	62 390 \$
06 - Montréal	Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	PDD	149 879 \$
06 - Montréal	Fédération québécoise de l'autisme	PDD	212 498 \$
06 - Montréal	Fondation Émergence inc.	PDD	154 780 \$
06 - Montréal	Fondation Rivières	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Force jeunesse inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Forum des citoyens aînés de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	PDD	157 523 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal	Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Infologis de l'est de l'île de Montréal	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Kéroul	PDD	138 224 \$
06 - Montréal	La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.	PDD	148 735 \$
06 - Montréal	La ligue des droits et libertés	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	La ligue des Noirs du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	L'association féminine d'éducation et d'action sociale	PDD	149 389 \$
06 - Montréal	Le réseau québécois des groupes écologistes	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Mouvement action justice	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Mouvement action-chômage de Montréal inc.	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.	PDD	191 789 \$
06 - Montréal	Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Organisation d'éducation et d'information logement de Côte-des-Neiges	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Organisation populaire des droits sociaux (OPDS)	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	P.O.P.I.R.- Comité Logement	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Piétons Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Pour les droits des femmes du Québec - PDF Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Projet Genèse	PDD	182 704 \$
06 - Montréal	RAPLIQ (Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM	PDD	180 346 \$
06 - Montréal	Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)	PDD	157 902 \$
06 - Montréal	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	PDD	164 037 \$
06 - Montréal	Regroupement des organismes en défense collective des droits (RO-DCD)	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Regroupement des usagers du transport adapté et accessible de l'Île de Montréal	PDD	120 126 \$
06 - Montréal	Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	PDD	78 047 \$
06 - Montréal	Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)	PDD	154 780 \$
06 - Montréal	Réseau québécois pour l'inclusion sociale des personnes sourdes et malentendantes (ReQIS)	PDD	162 042 \$
06 - Montréal	Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.	PDD	77 580 \$
06 - Montréal	Société logique inc.	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Société québécoise de la déficience intellectuelle	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Table des groupes de femmes de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	PDD	92 230 \$
06 - Montréal	Trajectoire Québec	PDD	124 780 \$
06 - Montréal	Union des consommateurs	PDD	162 249 \$
06 - Montréal	Union des travailleuses et travailleurs accidentés ou malades (uttam)	PDD	151 737 \$
07 - Outaouais	Action santé Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	PDD	92 230 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
07 - Outaouais	Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	PDD	77 580 \$
07 - Outaouais	Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées - section Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	PDD	97 134 \$
07 - Outaouais	L'association pour la défense des droits sociaux de Gatineau	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Logemen'occupe	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)	PDD	92 230 \$
07 - Outaouais	Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association des locataires de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées section Rouyn-Noranda (AQDR-ROUYN-NORANDA)	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Chômage action de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Coalition d'aide à la diversité sexuelle de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	PDD	77 580 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	PDD	92 230 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Action-Chômage Côte-Nord	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Haute-Côte-Nord	PDD	77 580 \$
09 - Côte-Nord	L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	PDD	82 877 \$
09 - Côte-Nord	Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	PDD	77 580 \$
09 - Côte-Nord	Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	PDD	92 230 \$
09 - Côte-Nord	Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.)	PDD	105 951 \$
09 - Côte-Nord	Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	PDD	92 230 \$
10 - Nord-du-Québec	Association des femmes cris de Eeyou Istchee	PDD	77 580 \$
10 - Nord-du-Québec	Comité condition féminine Baie-James	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Droits devant	PDD	77 580 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La démêlée	PDD	77 580 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Mouvement action chômage Pabok inc.	PDD	92 230 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	PDD	95 149 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Aide aux travailleurs accidentés, ATA	PDD	124 780 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)	PDD	124 780 \$
12 - Chaudière-Appalaches	AQDR Montmagny-L'Islet	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Appalaches - Beauce - Etchemins	PDD	146 181 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région des Appalaches	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	PDD	77 580 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
12 - Chaudière-Appalaches	La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.	PDD	77 580 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Regroupement des organismes de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches	PDD	92 230 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	PDD	92 230 \$
13 - Laval	ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	PDD	115 326 \$
13 - Laval	Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) de Laval-Laurentides	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPLH)	PDD	119 964 \$
13 - Laval	Table de concertation de Laval en condition féminine	PDD	92 230 \$
13 - Laval	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Action dignité Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Action populaire des Moulins	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Action-Logement Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	AQDR de la Ouareau	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	PDD	145 099 \$
14 - Lanaudière	Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	PDD	38 790 \$
14 - Lanaudière	Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc.	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR), section L'Assomption	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	PDD	77 580 \$
14 - Lanaudière	Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	PDD	92 230 \$
14 - Lanaudière	Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière	PDD	146 619 \$
15 - Laurentides	Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	PDD	127 675 \$
15 - Laurentides	Association de promotion et d'éducation en logement	PDD	92 230 \$
15 - Laurentides	Carrefour d'Actions Populaires de St-Jérôme	PDD	107 286 \$
15 - Laurentides	Le Phare des Affranchies	PDD	92 230 \$
15 - Laurentides	Mouvement des personnes d'abord de Lachute	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif de la MRC Rivière-du-Nord (RUTAC MRC RDN)	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	PDD	104 959 \$
15 - Laurentides	Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier	PDD	77 580 \$
15 - Laurentides	Réseau des femmes des Laurentides	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Action logement Pierre-De-Saurel	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	AQDR Richelieu-Yamaska	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	PDD	173 918 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
16 - Montérégie	Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)	PDD	96 386 \$
16 - Montérégie	Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) (section de Valleyfield)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Association québécoise pour le droit de mourir dans la dignité	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité chômage du Haut-Richelieu	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Comité Logemen'mêle	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement Beauharnois	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement de Valleyfield	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Comité logement Rive-Sud	PDD	84 857 \$
16 - Montérégie	Comité-Logement Montérégie inc.	PDD	78 478 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	PDD	135 134 \$
16 - Montérégie	Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska	PDD	93 122 \$
16 - Montérégie	Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Mouvement action chômage Longueuil inc.	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Mouvement d'aide et de consultation sur le travail	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté de Châteauguay (RUTAC)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec (RATTMAQ)	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	PDD	124 780 \$
16 - Montérégie	Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	PDD	77 580 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Table itinérance Rive-Sud	PDD	92 230 \$
16 - Montérégie	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	A.Q.D.R. Centre-du-Québec inc.	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis	PDD	88 441 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Association des locataires Centre-du-Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Droits devant / Érable	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	PDD	124 780 \$
17 - Centre-du-Québec	La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Mouvement des personnes d'abord de Drummondville	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond	PDD	77 580 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	PDD	137 840 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)	PDD	92 230 \$
17 - Centre-du-Québec	Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.	PDD	77 580 \$
TOTAL Promotion des droits (PDD)			33 525 421 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

RP-79 - ANNEXE 1

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia (RE.C.E.M.)	Multi	29 421 \$
03 - Capitale-Nationale	Comité régional d'éducation populaire de Portneuf	Multi	8 884 \$
03 - Capitale-Nationale	Les récollets inc.	Multi	11 749 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de développement social	Multi	138 069 \$
06 - Montréal	Opération surveillance Anjou (OSA)	Multi	11 046 \$
06 - Montréal	Réseau de l'action bénévole du Québec	Multi	526 138 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	Multi	358 979 \$
07 - Outaouais	Le centre d'artisanat et de soutien à la famille d'Otter Lake	Multi	12 154 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Comité d'éducation pop de Rivière-Héva	Multi	8 598 \$
16 - Montérégie	Maison d'animation populaire de Sorel incorporée	Multi	20 804 \$
TOTAL Entente de services			1 125 842 \$
06 - Montréal	Coalition jeunesse Montréalaise de lutte à l'homophobie	SG	13 140 \$
TOTAL Soutien à la gouvernance			13 140 \$
GRAND TOTAL Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole			34 664 403 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Collectif régional de développement du Bas-Saint-Laurent	1 396 079 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Promotion Saguenay inc.	1 288 902 \$
03 - Capitale-Nationale	Commission de la santé et des services sociaux des premières nations du Québec et du Labrador	933 535 \$
03 - Capitale-Nationale	Communauté métropolitaine de Québec	998 796 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau Accorderie	41 220 \$
04 - Mauricie	Consortium en développement social de la Mauricie	1 341 247 \$
05 - Estrie	La table des MRC de l'Estrie	1 035 016 \$
06 - Montréal	CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL	1 300 000 \$
06 - Montréal	Fédération des centres d'action bénévole du Québec	117 600 \$
06 - Montréal	Ville de Montréal	10 000 000 \$
07 - Outaouais	Conférence des préfets de l'Outaouais	1 223 782 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	952 241 \$
09 - Côte-Nord	Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	809 296 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Baie-James	535 452 \$
10 - Nord-du-Québec	Administration régionale Kativik	427 844 \$
10 - Nord-du-Québec	Gouvernement de la Nation Crie	490 153 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES ÎLES	174 019 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	La table des préfets des MRC de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	1 154 668 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Municipalité régionale de comté des Appalaches	1 092 167 \$
13 - Laval	Ville de Laval	576 683 \$
14 - Lanaudière	La table des préfets de Lanaudière	1 424 837 \$
15 - Laurentides	Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides	1 252 418 \$
16 - Montérégie	Les banques alimentaires du Québec	69 000 \$
16 - Montérégie	Table de concertation des préfets de la Montérégie	2 750 721 \$
17 - Centre-du-Québec	Municipalité régionale de comté d'Arthabaska	798 214 \$
GRAND TOTAL FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES		32 183 891,29 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire des Grandes Marées	116 054,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire du Kamouraska	76 834,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire région Matane (CDC région Matane)	76 834,00 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire du ROC	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Corporation de développement communautaire Maria-Chapdelaine	72 674,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	97 821,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La corporation de développement communautaire du Domaine-du-Roy	76 834,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire de Beauport	72 674,00 \$
03 - Capitale-Nationale	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	76 834,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire de Trois-Rivières	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire des Chenaux	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Centre-de-la-Mauricie	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire du Haut St-Maurice (CDCHSM) inc.	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Corporation de développement communautaire Mékinac	97 821,00 \$
04 - Mauricie	Table nationale des corporations de développement communautaire	228 034,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) des Sources	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire (CDC) du Haut-Saint-François	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de la MRC de Coaticook	76 834,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Granit	97 821,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire du Val-Saint-François	76 834,00 \$
05 - Estrie	Corporation de développement communautaire Memphrémagog	97 821,00 \$
06 - Montréal	Action-Gardien, Corporation de développement communautaire de Pointe-Saint-Charles	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire action solidarité Grand Plateau	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies	97 821,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	46 830,50 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire du Centre-Sud de Montréal	76 834,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire Solidarité Saint-Henri	72 674,00 \$
06 - Montréal	Corporation de développement communautaire solidarités Villeray	72 674,00 \$
06 - Montréal	La CDC de la Pointe, région Est de Montréal	93 661,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Région	Organisme	2021-2022 (au 28 février 2022)
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire de Pontiac	76 834,00 \$
07 - Outaouais	Corporation de développement communautaire Rond Point	97 821,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire d'Amos	97 821,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Corporation de développement communautaire du Témiscamingue	76 834,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CDC ICI Montmagny-L'Islet	79 682,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	118 844,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire Bellechasse	97 821,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lévis	93 661,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	97 821,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Corporation de développement communautaire des Appalaches, région de Thetford	97 821,00 \$
13 - Laval	Corporation de développement communautaire de Laval	97 821,00 \$
14 - Lanaudière	Corporation de développement communautaire MRC de L'Assomption (CDC)	76 834,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire de la Rivière-du-Nord (CDC RDN)	76 834,00 \$
15 - Laurentides	Corporation de développement communautaire des Hautes-Laurentides	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de la M.R.C. de la Vallée du Richelieu	76 834,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Marguerite-d'Youville	76 834,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	46 830,50 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Haut-Richelieu-Rouville	107 677,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Les Jardins-de-Napierville	72 674,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire Pierre-De Saurel	97 821,00 \$
16 - Montérégie	Corporation de développement communautaire-Roussillon (CDC-Roussillon)	76 834,00 \$
16 - Montérégie	La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	97 821,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs inc.	112 865,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Drummond	126 771,00 \$
17 - Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	93 661,00 \$
TOTAL programme de soutien financier des corporations de développement communautaire		6 064 391,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Organisme	Volet	2021-2022 (au 28 février 2022)
03 - Capitale-Nationale	Corporation bénévoles d'expertise	PSISC-ACAB	50 288 \$
04 - Mauricie	Association pour l'assurance collective des organismes communautaires du Québec	PSISC-ACAB	8 700 \$
06 - Montréal	Réseau québécois de l'action communautaire autonome	PSISC-ACAB	4 000 \$
06 - Montréal	Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (secteur de la santé et des services sociaux)	PSISC-ACAB	45 000 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES			107 988 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
01 - Bas-Saint-Laurent	Atelier de travail jeunesse 01	210 545 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi de Témiscouata	224 032 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi Mitis	176 126 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Carrefour jeunesse-emploi région Matane	225 549 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Projektion 16-35	225 122 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Tremplin Travail Vallée de la Matapédia	221 627 \$
01 - Bas-Saint-Laurent	Univers Emploi	250 071 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi des Bleuets	210 380 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Carrefour jeunesse-emploi Saguenay	377 826 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	La Bivoie	137 928 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Charlesbourg-Chauveau	322 559 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Chauveau	245 593 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de la Capitale Nationale	311 130 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi de Portneuf	120 581 \$
03 - Capitale-Nationale	Carrefour jeunesse-emploi Montmorency	149 167 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre de formation Option-travail Ste-foy	386 078 \$
03 - Capitale-Nationale	Les Services de main-d'oeuvre l'Appui	118 939 \$
04 - Mauricie	Carrefour Emploi Haut-St-Maurice	218 261 \$
04 - Mauricie	Carrefour emploi Mékinac	215 519 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi de Shawinigan	273 200 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi MRC de Maskinongé	227 443 \$
04 - Mauricie	Carrefour jeunesse-emploi Trois-Rivières/MRC des Chenaux	371 811 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi Memphrémagog	187 358 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de Coaticook	206 420 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi de Sherbrooke	379 762 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi des Cantons de l'Est	356 139 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du comté de Richmond	181 277 \$
05 - Estrie	Carrefour jeunesse-emploi du Haut-Saint-François	169 614 \$
05 - Estrie	Intro-travail et Carrefour jeunesse-emploi du Granit	226 139 \$
06 - Montréal	Conseillers en développement de la Main-d'oeuvre	342 833 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Ahuntsic Bordeaux-Cartierville	353 324 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Anjou/Saint-Justin	251 437 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Centre-Nord	368 928 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Côte-des-Neiges	367 844 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de l'Ouest de l'Île	476 080 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Marquette	267 772 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Rivière-des-Prairies	55 719 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi de Verdun	280 521 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga-Maisonneuve	255 938 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Montréal Centre-Ville	302 537 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	331 746 \$
06 - Montréal	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	220 373 \$
06 - Montréal	Centre Horizon Carrière	339 162 \$
06 - Montréal	Destination Travail du Sud-Ouest de l'Île de Montréal	216 894 \$
06 - Montréal	Groupe Conseil Saint-Denis	285 652 \$
06 - Montréal	Programme d'information sur le travail et la recherche d'emploi de Montréal	302 363 \$
06 - Montréal	Regroupement économique et Social du Sud-Ouest de Montréal	225 177 \$
06 - Montréal	Rond-Point jeunesse au travail	300 619 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de la Vallée-de-la-Gatineau	223 650 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi de l'Outaouais	392 592 \$
07 - Outaouais	Carrefour jeunesse-emploi Papineau	295 397 \$
07 - Outaouais	Centre de services pour l'économie et l'emploi des Collines-de-l'Outaouais	209 613 \$
07 - Outaouais	Le Club de recherche d'emplois du Pontiac	240 681 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Est	250 526 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi d'Abitibi-Ouest	224 830 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Carrefour jeunesse-emploi du Témiscamingue	202 742 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	177 944 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	Mouvement de la relève d'Amos-région	189 055 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Duplessis	259 354 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de La Haute-Côte-Nord	213 923 \$
09 - Côte-Nord	Carrefour jeunesse-emploi de Manicouagan	237 226 \$
10 - Nord-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi de la Jamésie	225 226 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Action Travail Chaleurs	188 975 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de la Côte-de-Gaspé	151 859 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi des Îles	215 311 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour Jeunesse-Emploi et Option Emploi du Rocher-Percé	220 936 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Carrefour jeunesse-emploi Haute-Gaspésie	179 370 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour emploi Lotbinière	235 989 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Nord	203 728 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Beauce-Sud	268 895 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de Frontenac	199 209 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC de L'Islet	183 397 \$
12 - Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	200 651 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Carrefour jeunesse-emploi Les Etchemins	212 254 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Le Carrefour Employabilité - Travail de rue	172 454 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Trajectoire-emploi	450 810 \$
13 - Laval	Carrefour jeunesse-emploi de Laval	565 639 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de D'Autray-Joliette	323 306 \$

LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi (PSCJE)

Région	Organismes	2021-2022 (au 28 février 2022)
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi de Montcalm	259 787 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi des Moulins	375 345 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi L'Assomption	340 023 \$
14 - Lanaudière	Carrefour jeunesse-emploi Matawinie	258 753 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi d'Argenteuil	167 385 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC des Laurentides	178 093 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de la MRC Deux-Montagnes	218 779 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi de Mirabel	150 000 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi des Pays-d'en-Haut	150 000 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Rivière-du-Nord	342 186 \$
15 - Laurentides	Carrefour jeunesse-emploi Thérèse-De Blainville	379 841 \$
15 - Laurentides	Zone emploi d'Antoine-Labelle	241 670 \$
16 - Montérégie	Alliance Carrière Travail	296 789 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse emploi comté Johnson	261 113 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Beauharnois-Salaberry	237 980 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi comtés Iberville/St-Jean	300 405 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi de Pierre-De Saurel	258 640 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi La Prairie	218 336 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Marguerite-d'Youville	320 277 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Saint-Hubert	295 929 \$
16 - Montérégie	Carrefour jeunesse-emploi Vaudreuil-Soulanges	172 499 \$
16 - Montérégie	Espace carrière	287 090 \$
16 - Montérégie	Espace Pivot	198 916 \$
16 - Montérégie	Intégration compétences	379 627 \$
16 - Montérégie	Place à l'emploi	352 846 \$
16 - Montérégie	Post Script Jeunesse	574 752 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Arthabaska	261 450 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi comté Nicolet-Bécancour	258 685 \$
17 - Centre-du-Québec	Carrefour jeunesse-emploi Drummond	232 199 \$
17 - Centre-du-Québec	Impact Emploi de l'Érable	225 122 \$
TOTAL PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES		27 981 174 \$

LISTE DES ORGANISMES REFUSÉS AU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole)

Région	Circonscription	Organisme	Volet
03 - Capitale-Nationale	Taschereau	Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec (SRPFIQ)	PDD
05 - Estrie	Sherbrooke	Fierté Sherbrooke	PDD
06 - Montréal	D'Arcy-McGee	Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)	PDD
06 - Montréal	Sainte-Marie–Saint-Jacques	Juriste à domicile	PDD
06 - Montréal	Laurier-Dorion	Institut F	PDD
06 - Montréal	Rosemont	Association de la langue des signes québécoise (ALSQ)	PDD
07-Outaouais	Hull	La voix de l'immigrant (LVI)	PDD

LISTE DES ORGANISMES DONT LA DEMANDE A ÉTÉ REFUSÉE AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Région	Circonscription	Organisme	Volet
06 - Montréal	Notre-Dame-de-Grâce	PAAL Partageons le monde	PSISC-ACAB

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-80

Titre :

Actions entreprises et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome pour 2021-2022; fournir les prévisions pour 2022-2023

Exposé et statistiques :

- En 2019-2020 (dernières données disponibles), 5 254 organismes communautaires ont reçu un soutien financier gouvernemental équivalent à 1 272 687 279 \$, dont 55,4 % en appui à la mission globale (704,7 M\$).
- Les données sur le soutien financier gouvernemental versé en action communautaire en 2020-2021 comme pour 2021-2022 ne sont pas disponibles, car la validation des données par l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux n'est pas complétée.
- Les informations disponibles sur le soutien financier gouvernemental en action communautaire ne permettent pas de formuler de prévision pour l'année 2022-2023.

Élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire :

- Le 18 février 2019, dans une lettre adressée au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), interlocuteur privilégié du gouvernement en la matière, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé l'amorce de travaux en vue de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action gouvernemental en action communautaire (PAGAC).
- Par cette démarche, le gouvernement réitère son engagement à offrir un meilleur soutien et une plus grande reconnaissance aux organismes communautaires, dans la poursuite de la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.
- En mai 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé le lancement d'une vaste consultation en vue de l'élaboration du PAGAC.
- De mai 2019 à mars 2020, trois appels de mémoires ont été réalisés auprès des regroupements d'organismes communautaires, des milieux municipal et philanthropique et des organisations autochtones. Au total, 114 mémoires ont été déposés.
- Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale de même que le comité consultatif de parlementaires ont également rencontré 25 partenaires nationaux, afin d'approfondir les enjeux soulevés dans le cadre de leur mémoire et de tester certaines pistes d'intervention.
- Cette importante consultation a permis d'identifier des enjeux et des actions prioritaires, afin de mieux soutenir et reconnaître l'action communautaire en vue de l'élaboration du PAGAC.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales

VALIDATION:

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-81

Titre :

Copie des rapports, études, travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucune étude ou travaux en lien avec la diminution des subventions versées aux organismes.

SOURCE : Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire
COLLABORATION : Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
VALIDATION :
DATE : 16 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-82

Titre :

Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2002-2013, fournir :

- a. la description complète des sommes investies par le MTESS chaque année, de 2002 à 2021;
- b. les sommes totales investies dans le cadre de la Stratégie;
- c. la description complète des objectifs de ce plan d'action;
- d. le bilan, les évaluations et les rapports;
- e. les échéanciers pour le dépôt du nouveau plan.

Exposé et statistiques :

a) et b) La Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale institue la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui en est l'énoncé de politique. Pour y donner suite, trois plans d'action ont été mis en œuvre :

- Le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2004-2010).
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (2010-2015) a été prolongé jusqu'à la veille du dévoilement du troisième plan d'action, soit le 9 décembre 2017.
- Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) (lancé le 10 décembre 2017).

Le gouvernement a investi près de 11,5 G\$ dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010 et du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015.

Certaines mesures structurantes des deux premiers plans d'action gouvernementaux sur le taux de faible revenu de 2011 ont toujours des effets sur les personnes et les familles du Québec. L'annexe 2 du PAGIEPS (p. 74-75) en fait état.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé.

Répartition de l'investissement total du PAGIEPS par axe	
Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Les investissements de près de 3,0 G\$ proviennent principalement de la mise à jour économique de novembre 2017 du Plan économique du Québec de mars 2017 ainsi que de budgets précédents.

Répartition de l'investissement total selon la source des fonds (adapté de l'annexe 1) :

Mise à jour économique 2017-2018 (novembre 2017)	2 559,7 M\$
Plan économique du Québec 2017-2018 (mars 2017)	269,2 M\$
<i>Sous-total – Nouveaux investissements</i>	2 828,9 M\$
Financement antérieur (ex. : budget 2016-2017)	45,6 M\$
Autofinancement (à même les budgets des ministères et organismes gouvernementaux)	119,5 M\$
<i>Sous-total – Sommes déjà budgétées</i>	165,1 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Note : Les données ayant été arrondies, la somme peut ne pas correspondre exactement au total.

- c) La description complète des objectifs du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2004-2010, du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 et du PAGIEPS est présentée à l'adresse suivante : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>, dans la section « Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».

- d) Rapports d'activités annuels

Les sommes investies par le gouvernement dans les plans d'action sont aussi inscrites dans les rapports d'activités annuels qui sont disponibles sur le site Web du Ministère :

- Plan d'action 2004-2010 : Les cinq premiers rapports sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete/plan-action-gouvernemental/index.asp>; le bilan de l'an 6, produit dans le cadre du rapport prévu à l'article 60 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, se trouve ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/>.
- Plan d'action 2010-2015 est prolongé jusqu'en décembre 2017 : Les premiers rapports annuels qui déclinent les sommes investies par mesure, dont celles qui sont sous la responsabilité du Ministère, se trouvent ici : <http://www.mtess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/plan-action-solidarite/index.asp>.

Le [rapport pluriannuel 2013-2017](#) a été publié au printemps 2019.

- Les travaux entourant la reddition de comptes du PAGIEPS sont en cours d'élaboration.

- e) Les travaux visant l'échéancier de renouvellement du Plan sont en cours.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-83

Titre :

Fournir le bilan de la consultation publique Solidarité et inclusion sociale – Vers un troisième plan d'action gouvernemental.

Exposé et statistiques :

Le gouvernement du Québec a conduit une consultation publique de novembre 2015 à juin 2016 :

- 268 mémoires ont été reçus de la part de la population et d'organismes;
- 6 mémoires ont été transmis par des représentantes et représentants autochtones;
- 5 248 personnes ont rempli le questionnaire en ligne;
- 22 groupes de discussion ont été formés avec des personnes en situation de pauvreté;
- 34 organismes ont été rencontrés par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'alors ou par son adjointe parlementaire.

La consultation publique a révélé l'importance des enjeux liés au revenu. Les problématiques associées au logement, à l'accès à une nourriture saine et abordable, au transport collectif ou à l'accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs ont également été évoquées.

Les personnes participantes se sont dites préoccupées par l'accès aux soins de santé et aux services sociaux. Les personnes qui ont participé à la consultation ont, par ailleurs, soulevé l'importance de l'action communautaire.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 4 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-84

Titre :

Fournir les notes, études et analyses en lien avec l'article 20 pour tous les programmes ou initiatives législatives

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que :

Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement.

Il appartient aux différents ministères et organismes de répondre concernant les notes, études et analyses qu'ils ont produites ou qui ont été produites à leur demande en lien avec leurs activités et responsabilités.

Depuis avril 2020, l'ensemble du contenu accessible des dossiers soumis au Conseil des ministres par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale est disponible à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouv/memoires-conseil-ministres/>

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction du Secrétariat général adjoint
Direction générale du régime québécois d'assurance parentale
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Secteur du travail

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-85

Titre :

État de situation détaillé par axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté pour 2021-2022.

Exposé et statistiques :

Le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS), lancé le 10 décembre 2017, prévoit investir près de 3 G\$ d'ici 2023 dans 43 mesures et actions. Le plan se subdivise en quatre axes.

Axe 1 : Sortir plus de 100 000 personnes de la pauvreté et augmenter le revenu des personnes en situation de pauvreté	2 325,2 M\$
Axe 2 : Investir pour améliorer le logement social	286,0 M\$
Axe 3 : Favoriser la participation sociale des personnes et des familles à faible revenu et mobiliser les milieux	379,3 M\$
Axe 4 : Recherche et évaluation : améliorer l'efficacité de l'action gouvernementale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	3,4 M\$
TOTAL	2 993,9 M\$

Voici les principales mesures, actions et les investissements prévus au cadre financier pour 2021-2022 sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale :

- Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 315,6 M\$;
- Mesure 2 : Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 133,5 M\$;
- Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
- Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
- Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
- Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 31,5 M\$;
- Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,3 M\$.

L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65).

La Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi a été adoptée à l'unanimité et sanctionnée par l'Assemblée nationale le 15 mai 2018. Les travaux entourant la mise en place d'un programme de revenu de base en 2023 se poursuivent.

La description complète des objectifs du PAGIEPS est présentée dans le plan d'action lui-même à l'adresse suivante : https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

Les travaux entourant la reddition de comptes du PAGIEPS sont en cours d'élaboration.

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'emploi et des stratégies
Direction des politiques d'assistance sociale
Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
Direction de la recherche

VALIDATION : Direction du budget
Direction générale de la solidarité sociale et de l'action

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-86

Titre :

Les montants octroyés pour l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF). Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le ministère de la Santé et des Services sociaux est responsable de déterminer le montant de l'allocation de dépenses personnelles pour les personnes handicapées hébergées en ressources intermédiaires ou de type familial (RI-RTF).

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-87

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis le 1^{er} décembre 2010 jusqu'à ce jour. Ventilation par région. Fournir les renseignements suivants :

- a. le nom et l'adresse de l'entreprise;
- b. la date de l'avis ou de la fermeture;
- c. le type ou le secteur d'activité de l'entreprise;
- d. le nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. le nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. les motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

Les listes mensuelles des avis de licenciements collectifs soumis au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale en 2021-2022 sont disponibles sur internet à l'adresse suivante : <https://www.travail.gouv.qc.ca/publications/liste-par-themes/licenciements-collectifs/>

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION : S.O.
DATE : 22 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-88

Titre :

Concernant le projet IPOP pour l'intégration en emploi de personnes formées à l'étranger référées par un ordre professionnel : pour les trois dernières années, la liste des actions entreprises et le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi au Québec dans leur profession, dans le cadre de ce projet. Les montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

En 2021-2022 (données au 18 février 2022) : 23 participants actifs, dont 19 nouveaux participants.

Le nombre de personnes qui ont obtenu un emploi n'est pas disponible.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Secteur Emploi-Québec) exerce une gestion par fonds et non par programme. Par conséquent, il n'y a pas de sommes allouées à ce programme en début d'année.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus
COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion
DATE : 19 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-89

Titre :

État d'avancement de la mise sur pied du programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage. Crédits alloués à ce programme au cours des cinq dernières années, ventilés par mois. Nombre d'entreprises ayant bénéficié du programme. Nombre d'employés ayant bénéficié du programme. Montants prévus pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Le programme de parrainage en entreprise visant à jumeler un employé maîtrisant le français avec un employé en apprentissage était prévu dans la Stratégie commune d'intervention pour le Grand Montréal 2008-2013. Il n'est plus en vigueur depuis 2010.

SOURCE : Direction des mesures et des services aux entreprises
COLLABORATION : S.O.
VALIDATION : S.O.
DATE : 22 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-90

Titre :

Copie des documents, notes, études concernant la révision de la Loi du 1 %.

Exposé et statistiques :

La Loi du 1 % n'a pas été révisée en 2021-2022.

SOURCE : Direction du soutien opérationnel au développement de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 25 février 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-91

Titre :

À la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement à la loi du 1 %, fournir les pertes pour 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, ventiler par secteur et par programme. Fournir la liste des formations qui ont été annulées en raison du manque à gagner au Fonds.

Exposé et statistiques :

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (le Fonds) est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

Chaque année, le rapport d'activité du Fonds est déposé à l'Assemblée nationale du Québec.

Le Fonds n'a enregistré aucun manque à gagner et aucune formation n'a été annulée à la suite du rehaussement du seuil d'assujettissement des entreprises à la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

SOURCE : Direction générale du développement et de la reconnaissance de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 1^{er} mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-94

Titre :

Dans le cadre du Programme « Objectif emploi », fournir pour 2021-2022 (et les prévisions pour 2022-2023) :

- a) Les sommes engagées et prévues dans le programme, ventilées par région.
- b) Prévisions de l'utilisation des sommes prévues pour le Programme objectif emploi.
- c) Le nombre de prestataires ou de personnes ayant été ciblés par le programme.

Exposé et statistiques :

- Les sommes engagées par les services publics d'emploi pour les participants du Programme objectif emploi s'élèvent à 11,4 M\$ du 1^{er} avril 2021 au 18 février 2022.
- Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :
<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION : Direction de la planification et de la reddition de comptes

VALIDATION :

DATE : 15 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-95

Titre :

Fournir tous documents, notes, échéanciers, coûts ventilés pour chacune des mesures suivantes du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (en plus des prévisions budgétaires pour 2022-2023) :

- a) Introduire un revenu de base pour les Québécoises et Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi;
- b) Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi;
- c) Modifier certains paramètres de l'aide financière de dernier recours et créer des conditions favorables à l'intégration au marché du travail :
 - 1. Hausser les exemptions de revenu de travail pour les personnes et les familles prestataires du Programme de solidarité sociale;
 - 2. Accorder un supplément au revenu de travail aux prestataires d'un programme d'aide financière de dernier recours;
 - 3. Modifier le calcul de la contribution parentale;
 - 4. Bonifier les primes au travail;
 - 5. Accorder une exclusion de 100 \$ par mois sur les dons en argent reçus par les personnes et les familles prestataires;
 - 6. Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale;
 - 7. Accorder un boni au maintien en emploi;
- d) Programme objectif emploi;
- e) Soutenir les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui souhaitent développer leurs compétences;
- f) Soutenir la formation des jeunes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale :
 - 1. Favoriser le retour en formation des jeunes de 16 et 17 ans;
 - 2. Offrir aux jeunes de 16 à 29 ans en situation de vulnérabilité des projets misant sur l'implication sociale;
 - 3. Appuyer les élèves issus de milieux défavorisés pour leur permettre d'obtenir un premier diplôme;
- g) Investir dans les logements sociaux :
 - 1. Améliorer l'offre de logements sociaux;
 - 2. Offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance pour favoriser leur stabilité résidentielle;
 - 3. Améliorer les conditions d'hébergement des personnes en situation d'itinérance;
- h) Mieux loger les personnes en accordant un soutien additionnel pour la construction de logements abordables;
- i) Poursuivre les Alliances pour la solidarité;
- j) Améliorer les conditions de vie et la participation sociale des personnes vivant en logement social;
- k) Améliorer l'accès à une alimentation saine, nutritive et abordable pour les personnes à faible revenu :
 - 1. Augmenter le soutien aux activités en matière de sécurité alimentaire visant les personnes à faible revenu;
 - 2. Augmenter la quantité de fruits et de légumes frais distribuée aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
 - 3. Soutenir les femmes enceintes et les familles à faible revenu ayant un enfant de moins de deux ans en réduisant leur insécurité alimentaire au moyen de l'approche OLO;
 - 4. Améliorer les connaissances et les pratiques des gestionnaires, du personnel et des bénévoles des organismes communautaires d'aide alimentaire;
 - 5. Valoriser les surplus alimentaires et améliorer les connaissances et les compétences culinaires des jeunes de 12 à 17 ans;

l) Favoriser une justice plus humaine :

1. Mieux répondre aux besoins des personnes qui éprouvent des problèmes importants de santé mentale;
2. Faciliter l'accès, pour les personnes en situation de pauvreté, aux modes amiables de règlement des conflits prévus dans le Code de procédure civile et au Programme de mesures de rechange en matière criminelle;
3. Diminuer les taux d'incarcération des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;

m) Briser la barrière des préjugés pour une véritable participation sociale;

n) Améliorer le financement des organismes soutenus par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales :

1. Renforcer la capacité d'agir des corporations de développement communautaire;
2. Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux.

Exposé et statistiques :

Les principales mesures et actions sous la responsabilité du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023 (PAGIEPS) et les investissements en 2021-2022 sont :

- Mesure 1 : Introduire un revenu de base pour les Québécoises et les Québécois ayant des contraintes sévères à l'emploi : 315,6 M\$;
 - Mesure 2 Augmenter progressivement les prestations accordées dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours et du Programme objectif emploi : 133,5 M\$;
 - Action 4.6 : Reconnaître le statut d'adulte à l'enfant majeur aux études secondaires à la formation générale : 16,0 M\$;
 - Action 4.7 : Accorder un boni au maintien en emploi : 10 M\$;
 - Mesure 5 : Programme objectif emploi : 7,6 M\$;
 - Mesure 11 : Poursuivre les Alliances pour la solidarité : 31,5 M\$;
 - Action 19.2 : Mieux soutenir les organismes qui combattent les problèmes sociaux : 12,3 M\$.
- L'annexe 1 du PAGIEPS présente le cadre financier détaillé du plan, par mesure, par année et par sources de financement (p. 65):

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf

SOURCE : Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et de l'action communautaire

COLLABORATION : Direction des politiques d'assistance sociale
Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance

VALIDATION:

DATE : 9 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96a

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- a) Toutes les études d'impact, analyses ou projections des retombées économiques et/ou sociales réalisées dans le cadre du dépôt du projet de loi 70 en lien avec tous les aspects du projet de loi.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96b

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- b) Fournir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) produite, comme le gouvernement s'est engagé à le faire à travers le Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes.

Exposé et statistiques :

Le Ministère souscrit au processus d'analyse différenciée selon les sexes. Il faut toutefois prendre en considération que la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi (projet de loi n° 70 sanctionné) est une loi habilitante. Le Règlement permettant la mise en œuvre du Programme objectif emploi vient préciser les paramètres du programme.

Dans le cadre de l'élaboration des modifications réglementaires, le MTESS s'est assuré que les femmes et les hommes qui participent au Programme objectif emploi aient des conditions égales pour exercer pleinement leurs droits, pour exploiter leur potentiel ainsi que pour acquérir leur autonomie financière par l'emploi. De plus, le MTESS a pris en compte les effets distincts que pourrait avoir la mise en place du Programme objectif emploi sur les femmes et les hommes et a adapté en conséquence les paramètres du programme, par exemple :

- en exemptant les familles monoparentales avec un enfant de moins de cinq ans (prédominance féminine);
- en exemptant en cours de participation, et si elles le souhaitent, les femmes enceintes de 20 semaines et plus;
- en permettant à tous les participants de bénéficier d'un accompagnement personnalisé en vue d'une intégration en emploi;
- en élaborant avec tous les participants un plan d'intégration en emploi comportant des activités adaptées à leur situation;
- en tenant compte des obstacles que la personne pourrait rencontrer en vue de son insertion en emploi.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96c

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- c) Fournir l'étude d'impact sur les personnes vivant en région.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96d

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- d) Fournir l'étude effectuée dans le cadre de la clause d'impact provenant de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Exposé et statistiques :

L'article 20 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.Q., 202, c.61) stipule que : « Chaque ministre, s'il estime que des propositions de nature législative ou réglementaire pourraient avoir des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles qui, selon les indicateurs retenus en application de la présente loi, sont en situation de pauvreté, fait état des impacts qu'il prévoit lors de la présentation de ces propositions au gouvernement ».

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) a répondu à cette obligation en produisant l'analyse des impacts directs et significatifs sur le revenu des personnes ou des familles en situation de pauvreté qui a accompagné le mémoire au Conseil des ministres sur le Projet de loi n° 70, Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi.

Dans le cadre du projet de règlement modifiant le Règlement sur l'aide aux personnes et aux familles, à la suite de l'adoption du Projet de loi n° 70, le MTESS a rendu publics les principaux éléments de l'analyse d'impact des 10 mesures réglementaires proposées.

Modifications réglementaires de 2017 :

https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/GD_RAPF_analyse-impact2017.pdf.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96e

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- e) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires inscrits au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96f

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- f) Fournir, ventilé par région, le nombre de refus de s'inscrire au Programme objectif Emploi.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes, ventilé par région, qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi. Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 14 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-96g

Titre :

Concernant la Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi, fournir :

- g) Fournir, ventilé par région, le nombre de prestataires recevant une aide minorée en raison d'un refus de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne possède aucune information sur le nombre de personnes qui aurait refusé de s'inscrire au Programme objectif emploi.

Les statistiques mensuelles officielles sur la clientèle des programmes d'assistance sociale sont disponibles sur le site du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mtess.gouv.qc.ca/statistiques/prestataires-assistance-emploi/index.asp>.

SOURCE : Direction des politiques d'assistance sociale

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 10 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-97

Titre :

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2), fournir :

- a. le montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2022;
- b. le nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et qui ont obtenu un emploi d'été en 2021;
- c. le nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par régions) en 2021-2022;
- d. les intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie;
- e. l'échéancier du ministre pour la phase 2 de la Stratégie.

Exposé et statistiques :

a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2021-2022

- En 2021-2022, les dépenses pour la mesure CIT totalisent 33,4 M\$ selon les données au 18 février 2022.

b. Nombre de personnes handicapées ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2021

- Le nombre de jeunes personnes handicapées ayant obtenu un emploi d'été par le biais de la mesure CIT en 2021-2022 est de 134 (données au 18 février 2022).
- Cette donnée n'est pas disponible par région.

c. Nombre de nouvelles personnes au total qui bénéficieront de cette mesure (ventilé par région) en 2021-2022

- En 2021-2022 (données au 18 février 2022), on compte 1 009 nouvelles personnes qui bénéficient de la mesure CIT sur un total de 5 133 personnes.
- Cette donnée n'est pas disponible par région.

d. Intentions quant à la reconduction de la phase 2 de la Stratégie

- La mesure CIT fait partie intégrante des mesures et services publics d'emploi. Elle ne découle pas de la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées.
- Le Plan budgétaire 2019-2020 a annoncé des investissements de 15,1 M\$ pour 5 ans (dont 3,0 M\$ en 2021-2022) à même le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour accroître de 500 le nombre de participants réguliers à la mesure CIT d'ici 2024.

e. L'échéancier du ministre pour la phase 2 de la Stratégie

- Le 5 juin 2019, le gouvernement du Québec a lancé la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2019-2024 : Pour un Québec riche de tous ses talents. Les investissements additionnels de cette stratégie s'élèvent à 238,5 M\$.
- Il est prévu qu'un bilan de mi-parcours de cette stratégie soit réalisé vers juin 2022.

SOURCE :

Direction des politiques d'emploi et des stratégies

COLLABORATION :

Direction de l'analyse et de l'information de gestion

Direction des mesures et des services aux individus

Direction des politiques d'assistance sociale

VALIDATION :

Direction de la planification et de la reddition de comptes

DATE :

17 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-98

Titre :

Dans le cadre de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, une liste des demandes d'arbitrage.

Exposé et statistiques :

Aucune demande d'arbitrage conjointe des parties ou sur réception du rapport du conciliateur n'a été formulée dans le cadre de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

SOURCE : Direction de la médiation, de la conciliation et des services en relations du travail - Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2022-03-15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement du projet pilote de reconnaissance intensive des acquis mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour les cinq dernières années, et prévisions pour l'année 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun état d'avancement ni aucun montant investi en 2021-2022 puisque le projet pilote s'est terminé en 2017. Par ailleurs, Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction générale des services à la clientèle de Montréal
DATE : 8 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

État d'avancement de la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Montants investis pour l'année 2021-2022, et prévisions pour l'année 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Il n'y a aucun état d'avancement ni aucun montant investi en 2021-2022 puisque le projet s'est terminé en 2017. Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATION : Direction générale des services à la clientèle de Montréal

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

Nombre de rencontres auxquelles le ministre (ou un membre de son cabinet) a pris part concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal. Pour chaque rencontre, fournir le lieu, la date et les sujets abordés.

Exposé et statistiques :

Aucune rencontre n'a eu lieu au sujet de « Qualification Québec ». Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle
COLLABORATION : Direction régionale de Services Québec de l'Île-de-Montréal
DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23 (Transférée par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Titre :

Fournir une copie de tout document (analyses, études et autres) disponible concernant la mise en place du projet « Qualification Québec » mené actuellement par Qualification Montréal.

Exposé et statistiques :

Il n'existe aucune analyse ou étude au sujet du projet « Qualification Québec ». Qualification Montréal est devenue Qualification Québec en 2017.

SOURCE : Secteur des services à la clientèle

COLLABORATIONS : Direction générale des services à la clientèle de Montréal et Secteur
Emploi-Québec

DATE : 7 mars 2022

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-164 (Questions transférées par le SCT)

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

	Mesures récurrentes demandées pour
	2021-2022 en k\$
Mesure d'optimisation - Révision de programmes	12 814,0
Économie découlant du télétravail	8 435,5
Correction aux bases budgétaires	32 156,6
	53 406,1

SOURCE : DGRFC-SEB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-165 (Question transférée par le SCT)

Titre :
Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existants en 2017-2018 qui n'ont pas été reconduits en 2018-2019, en 2019-2020, en 2020-2021, en 2021-2022 et en 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques :				
Tous les programmes existants en 2021-2022 ont été reconduits en 2022-2023 et les crédits afférents ont été alloués au Ministère, à l'exception des programmes suivants :				
Programmes	Dépense prévue aux crédits 2021-2022 en k\$	Dépense prévue aux crédits 2022-2023 en k\$	Réductions en k\$	Commentaires
Programme Alternative jeunesse	50,0	0,0	50,0	Programme terminé
Programme national de réconciliation avec les orphelins et les orphelines de Duplessis ayant fréquenté certaines institutions	750,0	450,0	300,0	Diminution de la clientèle
Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire	459,0	126,0	333,0	Diminution de la clientèle
Programme d'aide et d'accompagnement sociale	14 000,0	13 000,0	1 000,0	Diminution de la clientèle
Fonds québécois d'initiatives sociales	31 669,3	17 027,3	14 642,0	Fin de certaines mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023
Programmes d'assistance sociale	2 987 235,0	2 802 874,8	184 360,2	Diminution de la clientèle

SOURCE : DGRFC-SEB
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-03-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-166 (Question transférée par le SCT)

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2020-2021 et en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.

Exposé et statistiques :

Les nouvelles dépenses du Ministère en 2021-2022:

Nouvelles dépenses 2021-2022 au 28 février 2022	(en \$)
Mesures d'Aide financière	
Soutien aux carrefours jeunesse-emploi	27 981 174
Fonds spéciaux	
Programme pour la requalification et l’accompagnement en technologies de l’information et des communications - PRATIC (FDMT)	21 716 940
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d’œuvre	
COUD-Service de garde	6 890 919
COUD-TI	275 466
Total FDRCMO	7 166 385
GRAND TOTAL	28 883 325

SOURCE : DGRFC-DEBF-SEB

COLLABORATION : SEQ et DGDRMO

VALIDATION :

DATE : 2022-04-06

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-364 (Question transférée par le MSSS)

Titre :

Pour chacune de ces initiatives (Aires ouvertes, le déploiement des Carrefours jeunesse et le Projet Sentinelles), fournir les sommes attribuées depuis leur implantation, la liste des bénéficiaires, et l'utilisation qui a été faite des sommes allouées.

Exposé et statistiques :

Pour les Carrefours jeunesse, veuillez vous référer à la réponse de la question 55.

SOURCE : SSSAP
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2022-04-12